

L'actu. transfrontalière

Le magazine
Rétrospective #03
juillet-déc. 2022



Dans les
territoires
— P02

Événements
du Réseau
— P14

France /
Bilatéral
— P18

Europe /
International
— P22

La doc.
— P31

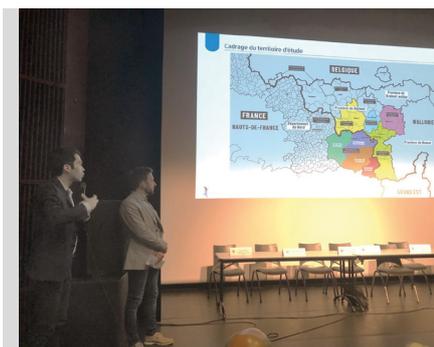
La carto.
— P36



DANS LES TERRITOIRES

Un plan d'actions stratégiques transfrontalier à venir pour le Val de Sambre

PUBLIÉ EN JUILLET 2022



Un premier comité de pilotage franco-belge relatif au Val de Sambre et au territoire transfrontalier situé autour des agglomérations de Mons, Maubeuge et Charleroi a eu lieu le vendredi 1^{er} Juillet, à la gare numérique de Jeumont.

Présidé par Benjamin Sainte-Huile, Maire de Jeumont et Président de la CAMVS jusqu'au 1 juillet, et désormais député de la 3^{ème} circonscription du Nord, ce comité a réuni de très nombreux acteurs de part et d'autre de la frontière franco-belge, dont les bourgmestres de Mons, La Louvière, Erquennes, et des représentants de la Province de Hainaut, de la Région Hauts-de-France, du Département du Nord, du SGAR Hauts-de-France, de communes et intercommunalités de l'Avesnois.

La MOT a présenté le diagnostic transfrontalier réalisé en partenariat avec l'Agence d'Urbanisme de la Sambre (ADUS) pour le compte de la CA Maubeuge Val de Sambre. Ce travail permet d'avoir une première vue d'ensemble sur les enjeux partagés du territoire transfrontalier. A travers la présentation de différentes cartographies, et d'analyses quantitatives et qualitatives, les questions liées à l'intégration des marchés de l'emploi, au développement touristique conjoint, à l'offre de soins, à la préservation de l'environnement et à l'appui à la transition énergétique, aux mobilités des personnes et des marchandises, ou encore à la transition agricole et au développement des circuits-courts, ont été détaillées.

L'une des principales conclusions de ce travail est que ces différentes complémentarités transfrontalières peuvent être vues comme autant de ressources pour renforcer

l'attractivité résidentielle et la résilience écologique du territoire tout entier.

A la suite de la validation politique du travail présenté, les élus français et belges vont engager la co-construction du plan d'actions stratégiques, pour une finalisation prévue début 2023. La MOT se tient à leur côté pour faciliter la formalisation de projets et la mise en place d'un dialogue multi-niveaux sur cette frontière.

[Plus d'infos](#) →

France-Belgique : vers le premier réseau de transport d'hydrogène transfrontalier

PUBLIÉ EN JUILLET 2022

«Les deux opérateurs de transport de gaz Fluxys et GRTgaz entendent développer un réseau de transport d'hydrogène bas-carbone en accès ouvert entre le territoire de Valenciennes en France et la zone de Mons en Belgique.» Source : Environnement magazine, 20/6/22.

France-Espagne : le centre de secours transfrontalier ouvre ses portes

PUBLIÉ EN JUILLET 2022

«Après ce long épisode de Covid et son cortège de restrictions, les ouvertures de nouveaux bâtiments au public n'étaient pas possibles. C'est le cas du centre de secours transfrontalier de Saint-Jean-Pied-de-Port, qui a vu sortir de terre un bâtiment flambant neuf, idéalement situé au chemin de la Nasse, pour partir en interventions et offrant une meilleure qualité de travail aux sapeurs pompiers.» Source : Sud Ouest, 16/6/22.

Lancement du programme Interreg franco-suisse

PUBLIÉ EN JUILLET 2022



Le programme Interreg France-Suisse VI 2021-2027 a été lancé officiellement lors d'un événement à Arc-et-Senans (Doubs), le 9 juin 2022. Il aura nécessité trois années de travaux préparatoires menés avec les partenaires français et suisses du territoire de coopération, composé de 7 cantons suisses (Berne, Fribourg, Genève, Jura, Neuchâtel, Valais, Vaud) et de 5 départements français (Doubs, Jura et Territoire de Belfort pour la région Bourgogne-Franche-Comté, Ain et Haute-Savoie pour la région Auvergne-Rhône-Alpes). Il est construit autour de 5 priorités :

- Priorité 1 : Neutralité carbone, transition écologique et énergétique

- Priorité 2 : Recherche, innovation et nouvelles technologies
- Priorité 3 : Mobilités durables et multimodalité
- Priorité 4 : Tourisme durable et culture
- Priorité 5 : Réduction des obstacles à la frontière franco-suisse

Jean Peyrony, Directeur général de la MOT est intervenu lors de cet événement afin d'évoquer le rôle des instances transfrontalières de coopération et leurs moyens pour développer une culture commune de gouvernance, avec le soutien d'Interreg.

[Plus d'infos →](#)

Budget participatif commun entre Pyrénées-Atlantiques et Gipuzkoa : 17 projets retenus

PUBLIÉ EN JUILLET 2022

Le Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques et la Diputación Foral de Gipuzkoa ont lancé en janvier une expérience inédite : un budget participatif commun, baptisé ideiak, afin d'encourager les habitants à développer des projets qui créent du lien entre les deux territoires.

Les partenaires ont présenté leurs premiers résultats :
- 42 projets ont été proposés au vote

entre le 21 mai et le 17 juin, portant sur sept thématiques : culture, société et vivre ensemble, jeunesse et éducation, sport, mobilité durable et environnement, politique linguistique, coopération transfrontalière.

- 3 544 citoyens ont participé au vote.
- Au final, 17 dossiers ont été retenus pour être financés.

[Plus d'infos →](#)


Gipuzkoako
Foru Aldundia
Diputación Foral
de Gipuzkoa



ETORKIZUNA
ORAIN
Es futuro



Prolongation de l'accord franco-suisse pour le télétravail des frontaliers

PUBLIÉ EN JUILLET 2022

L'accord entre la Suisse et la France sur la fiscalité des travailleurs frontaliers a été prolongé jusqu'au 31 octobre 2022.

Grâce à lui, les travailleurs frontaliers conservent leur régime d'imposition même s'ils sont conduits à demeurer chez eux et à télétravailler depuis leur domicile dans le contexte de la crise sanitaire. Les deux pays ont prolongé ce régime dérogatoire afin de permettre aux autorités compétentes françaises et suisses de s'accorder d'ici cette échéance sur un régime pérenne mutuellement satisfaisant. Rappelons que l'accord amiable franco-suisse sur la sécurité sociale a déjà été reconduit jusqu'au 31 décembre. Celui-ci permet aux télétravailleurs frontaliers en Suisse d'exercer depuis chez eux sans être assujettis au régime de la sécurité sociale française.

[Plus d'infos →](#)

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PAYS BASQUE :

La Communauté Pays Basque accueille le réseau de la MOT et présente ses projets

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2022

L'événement annuel de la MOT s'est tenu les 4 et 5 octobre à Bayonne et à San Sebastián.



Dès sa création en 2017, la Communauté d'Agglomération Pays Basque a développé une politique publique transfrontalière ambitieuse et met en œuvre de nombreux projets avec ses partenaires d'Euskadi, de Navarre et d'Aragon et de l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre.

Première grande réalisation transfrontalière, le Pôle d'échanges multimodal d'Hendaye, baptisé Elgarrekin (ensemble en basque), a été inauguré en juin dernier. Les gares Euskotren et SNCF ont été entièrement réaménagées et connectées et bénéficient directement de l'ensemble des solutions de mobilité du réseau de la Communauté Pays Basque : bus, cars, vélos... Le projet comprend aussi une piste cyclable connectée à la Vélodyssée, le long de la Bidassoa. Toujours dans le domaine des mobilités, la Communauté Pays Basque et son Syndicat des Mobilités ont développé un nouveau système de billettique permettant aux usagers du Pays Basque Nord de voyager sur le réseau de transports de San Sebastián avec leur carte d'abonné. Ils ont aussi favorisé l'émergence de bus 100 % électriques et l'élaboration d'un guide pratique des mobilités transfrontalières.

A l'initiative de leurs Présidents respectifs, très engagés sur l'accueil digne des migrants qui transitent actuellement sur les routes du Pays Basque, la Communauté Pays



Basque et la Communauté autonome d'Euskadi, travaillent conjointement au sein d'une instance de coordination institutionnelle dédiée, qui leur permet un dialogue permanent sur le sujet.

En matière d'enseignement supérieur, la Communauté Pays Basque a coorganisé cette année avec la Fondation UIK, les Universités du territoire, l'Eurorégion NAEN et la Diputación Foral du Gipuzkoa la première édition des Universités d'été transfrontalières. L'objectif de cette initiative est de développer l'émergence de programmes de recherche communs et les échanges entre universitaires et étudiants.

Enfin, fait historique et fruit d'une initiative portée conjointement par les Présidents de la Communauté Pays Basque

et du Gouvernement basque, le départ du Tour de France se fera en 2023 à Bilbao. Les trois premières étapes sillonneront la Biscaye, l'Alava et le Gipuzkoa jusqu'à une arrivée en Pays basque nord.

LES FICHES PROJETS DE LA VISITE DE TERRAIN :

- EDERBIDEA – Mobilité cyclable transfrontalière.
- E-MOBASK – Promouvoir les services de transports publics urbains transfrontaliers.
- SMARTMOB ! – Pour une mobilité durable transfrontalière.
- TRANSFERMUGA-RREKIN – Améliorer l'offre de transport ferroviaire transfrontalier.

[Plus d'infos](#) →



Jean-René Etchegaray, Président de la Communauté Pays Basque



La Mission Opérationnelle Transfrontalière a choisi le Pays Basque pour accueillir son Assemblée Générale et nous en sommes très honorés. Avec ses 150 km de frontières et son positionnement au cœur de l'Europe de l'Ouest, notre territoire est riche d'une longue expérience de coopération transfrontalière, renforcée par la création en 2017 de la Communauté Pays Basque.

Réunissant les 158 communes du Pays Basque nord, celle-ci est en effet devenue un interlocuteur naturel et privilégié des collectivités et de l'État en la matière.

Nous avons souhaité profiter de ce temps fort qu'est l'assemblée générale de la MOT pour organiser la première édition de nos «Rencontres

transfrontalières», les 5 et 6 octobre à Bayonne. Nous inscrivons, grâce à ces deux événements, la coopération transfrontalière comme l'une des priorités de nos agendas politiques. Nous sommes en effet convaincus qu'elle est une réponse efficace et pertinente aux défis contemporains et l'un des moteurs de la nouvelle Europe.

La MOT est un outil particulièrement intéressant à cet égard.

La Communauté Pays Basque en est membre depuis sa création, ce qui nous a permis d'enrichir nos réflexions et de profiter de son expertise pour mener à bien de nombreux projets.

Continuons à agir en ce sens au service de nos concitoyens, par-delà la frontière !

France-Espagne : l'Eurorégion exige la réouverture de la frontière

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022

«Ils ont choisi une semaine intense dans le domaine des relations transfrontalières pour interpeller l'État français et demander la levée des contrôles aux passages frontaliers et leur réouverture pour ceux qui sont encore fermés. Les représentants des trois entités institutionnelles qui forment l'Eurorégion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre ont pris la plume, à l'issue de la réunion du bureau exécutif organisée le 28 septembre, et ont publié un communiqué. Ils exigent un retour à la normale après un blocage qui dure depuis le 8 janvier 2021. Cela fait plus d'un an et demi que le préfet des Pyrénées-Atlantiques de l'époque, Éric Spitz, a décidé la fermeture de plusieurs points de passage et a mis en place des contrôles de police systématiques dans les autres passages frontaliers. Ils formulent cette demande alors que Dominique Faure, la secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, chargée de la Ruralité, était présente à Bayonne dans le cadre de la Mission opérationnelle transfrontalière (Mot), le mercredi 5 octobre.»

Source : Mediabask, 06/10/22.

Portraits de frontaliers entre Strasbourg et Kehl

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2022



«70 personnes de 2 à 87 ans qui habitent, travaillent ou apprécient le temps passé dans l'Eurométropole de Strasbourg ou à Kehl, livrent leur regard sur ce qui constitue le bassin de vie transfrontalier, l'influence des restrictions sur le franchissement de la frontière lors de la crise sanitaire et leurs aspirations quant à l'avenir.»

A partir de la compilation de témoignages de résidents frontaliers, l'Eurométropole de Strasbourg, la ville de Kehl, l'Université de Kehl et la Fondation du Rhin ont publié un ouvrage complet bilingue intitulé «Grenzporträts / Portraits de frontaliers».

[Plus d'infos](#) →

Hautes Vallées franco-italiennes: deux nouvelles missions pour la MOT

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2022



L'été 2022 a marqué le lancement de deux missions pour la MOT concernant, à deux échelles territoriales différentes, le territoire de la Conférence des Hautes Vallées (CHAV).

ACCOMPAGNEMENT DE LA CHAV DANS SON ÉVOLUTION

La MOT a été retenue pour mener à bien une mission d'accompagnement pour le compte de la CHAV, structure associative dotée d'une gouvernance franco-italienne, à cheval entre la Maurienne, le Grand Briançonnais et la partie montagnarde

de la Ville Métropolitaine de Turin. Elle se structure autour de trois axes : l'évaluation des actions menées via le PITER (Plan intégré transfrontalier) CœurAlp lors de la programmation ALCOTRA 14-20 ; la préparation d'un plan d'actions transfrontalier et multithématique pour les années à venir ; l'étude de l'évolution, du rôle de la structuration et de la gouvernance actuelle de cette instance transfrontalière de proximité.

MODANE-BARDONECCHIA: DEUX «PETITES VILLES DE DEMAIN» DOTÉES D'UNE AMBITION TRANSFRONTALIÈRE

Missionnée par la Ville de Modane, la MOT a débuté sa deuxième mission d'appui

individualisé dans le cadre du programme Petites Villes de Demain par une réunion de lancement en Italie, accueillie par la commune de Bardonecchia (IT) - labellisée par le programme italien «Borghi del Futuro1 - en présence des Maires des deux villes limitrophes. Quels objectifs ? Destinée à structurer le dialogue entre les deux municipalités et leurs partenaires multi-niveaux, et à co-construire des fiches-actions opérationnelles (mobilités, vélotourisme, formations, bilinguisme...), la mission s'inscrit dans la dynamique du Traité du Quirinal et sa feuille de route dédiée à la coopération transfrontalière. Quelles suites ? Les concertations institutionnelles,

déjà lancées au cours d'un travail préparatoire vont se poursuivre, et un atelier réunissant les partenaires français et italiens aura lieu en octobre. En format «flash», la mission devrait être conclue avant la fin 2022 afin d'inclure les actions transfrontalières dans le projet de territoire PVD. Face au changement climatique et à la reconversion touristique des espaces alpins, ces deux exemples illustrent que le développement transfrontalier est une opportunité à saisir pour travailler à la cohésion et à la résilience des territoires !

[Plus d'infos](#) →

Trois accords de coopération franco-italiens portant sur la sécurité civile

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2022



Le 19 juillet 2022, trois accords portant sur la sécurité civile et sur la sécurité aux frontières ont été signés entre la préfecture de Savoie et celle de Turin. Le premier texte concerne la mise en place de patrouilles mixtes entre les polices aux frontières françaises et italiennes. Le deuxième porte sur la reconduction

d'un accord existant entre le service d'incendie et de secours de la Savoie et les pompiers turinois. Enfin, le troisième prévoit un plan de secours binational dans le tunnel routier du Fréjus. Ces accords se situent dans la lignée des axes de coopération mis en avant dans le Traité du Quirinal, signé en novembre 2021 entre les deux pays pour «une coopération bilatérale renforcée».

[Plus d'infos](#) →

L'étude sur la grande distribution dans l'Eurodistrict SaarMoselle est publiée

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2022

Cette étude menée par la MOT et le cabinet allemand Junker+Kruse a été commanditée par le Regionalverband de Sarrebruck. Elle porte sur la planification et les autorisations dans les projets de surfaces destinées à la grande distribution dans l'Eurodistrict SaarMoselle, à la frontière franco-allemande.



[Plus d'infos](#) →

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur adopte une «Stratégie de coopération transfrontalière»

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2022

Cette stratégie adoptée par la Région le 24 juin 2022 s'inscrit dans un contexte de renforcement de la coopération entre la France et l'Italie depuis la signature fin 2021 du traité du Quirinal, ainsi que dans les liens historiques avec la Principauté de Monaco.

Notant que 2/3 de la frontière franco-italienne se trouvent en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, elle met en avant cinq priorités : une meilleure gouvernance transfrontalière ; la résilience et la préservation de la biodiversité face au changement climatique ; le tourisme durable et les filières économiques ; l'accessibilité ; la qualité de vie des habitants en matière d'emploi, de formation et de santé.

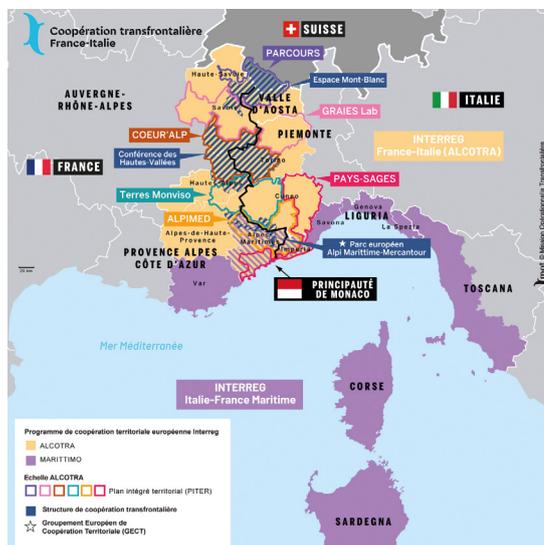
En terme de gouvernance, elle envisage de participer activement au futur «Comité de coopération transfrontalière» prévu par le Traité du Quirinal et d'organiser une journée

annuelle de la coopération transfrontalière afin de diffuser un «reflexe transfrontalier» dans les actions et politiques régionales.

Parmi les actions phares envisagées : le renforcement des infrastructures inscrites au Réseau Transeuropéen de Transports (lignes Marseille-Vintimille, Nice-Vintimille-Cuneo), la promotion d'une gestion intégrée des risques naturels face au changement climatique, la protection des corridors écologiques transfrontaliers, la décarbonation des économies et des mobilités transfrontalières, le développement du recours à l'hydrogène, l'aboutissement d'un accord sanitaire transfrontalier pour répondre aux besoins des habitants révélés par la crise de la Covid-19, la promotion des mobilités de formation et du marché du travail transfrontalier, le soutien à l'innovation dans

les filières économiques transfrontalières (tourisme plus sobre et durable sur le littoral et en montagne). A noter que la MOT est citée parmi les acteurs «externes» engagés pour sa mise en œuvre.

[Plus d'infos](#) →





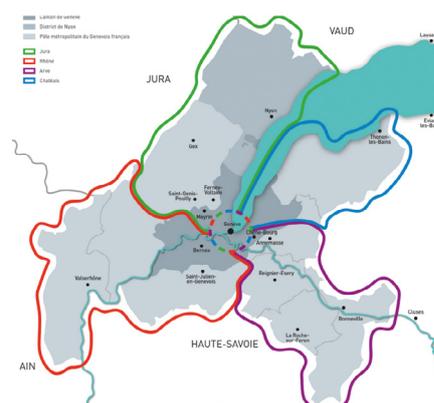
Vers une vision territoriale partagée pour le Grand Genève

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022

L'aménagement du territoire constitue l'un des leviers essentiels pour atteindre la neutralité carbone. C'est pourquoi les partenaires du Grand Genève ont souhaité s'engager dans l'élaboration d'une nouvelle «Vision territoriale transfrontalière» s'inscrivant dans les objectifs de transition écologique, et construire le territoire de demain dans une perspective de neutralité carbone à l'horizon 2050.

La démarche a été présentée le 13 septembre. Pour élaborer cette vision, le Grand Genève ambitionne d'impliquer largement toutes les parties prenantes

du territoire : institutions, société civile, entreprises, habitantes et habitants, etc. Le coup d'envoi a été lancé le 1^{er} octobre avec 8 forums ouverts organisés simultanément dans plusieurs communes du Grand Genève durant lesquels les habitants sont conviés à échanger sur ces deux questions centrales pour le territoire : «comment habitons-nous notre territoire aujourd'hui ?» et «comment préparer demain ?». Concrètement, l'objectif de la «Vision territoriale transfrontalière» est de mettre en cohérence la localisation des futurs logements, des emplois, des équipements publics, ou encore la construction d'infrastructures de mobilité avec la préservation et la restauration des ressources, du paysage et du patrimoine. Une fois validée, elle constituera un cadre de référence pour l'ensemble des documents de planifications des partenaires institutionnels du Grand Genève.


[Plus d'infos](#) →

La coopération transfrontalière comme axe de travail du CLCT de Moselle

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022

Le 14 octobre, le Préfet de Moselle réunissait le Comité Local de Cohésion des Territoires (CLCT). A cette occasion, une démarche participative était proposée aux différents participants, via l'organisation de cinq groupes de travail, qui avaient pour objectif d'identifier les besoins en ingénierie des collectivités, les solutions existantes, et favoriser l'échange de bonnes pratiques et les retours de terrain. L'un des cinq groupes de travail avait pour thème les coopérations interterritoriales et transfrontalières, et était co-animé par

Florence Guillemin, du GECT Eurodistrict SaarMoselle, et Aurélien Biscuit, pour la MOT. Bien que la Moselle soit frontalière de l'Allemagne comme du Luxembourg, les débats ont essentiellement porté sur ce dernier. Après avoir rappelé les enjeux et projets transfrontaliers principaux, les participants ont insisté sur le besoin de disposer d'une stratégie transfrontalière concertée entre acteurs français, notamment pour être en capacité de dialoguer avec les partenaires luxembourgeois, et d'un lieu pour l'élaborer. Le Comité consultatif franco-luxembourgeois, animé par le Préfet,

et réunissant l'ensemble des partenaires lorrains, a semblé constituer un espace à privilégier.

[Plus d'infos](#) →

Luxembourg, Suisse, Italie... Cet été, les magasins frontaliers français ont attiré les consommateurs étrangers

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022

«Avec une hausse des prix moins forte en France, les enseignes frontalières ont enregistré une hausse de 7,2% de leur chiffre d'affaires alimentaire.» Source : Le Figaro, 09/09/2022.

France Télévisions et la RTBF signent un partenariat de collaboration entre leurs antennes locales frontalières

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022

«France Télévisions et la RTBF confirment leur collaboration en signant un partenariat concernant la zone frontalière franco-belge de la région des Hauts-de-France et de la province belge du Hainaut.» Source : La Correspondance de la Presse, 23/09/2022.

Une avancée majeure dans la coopération transfrontalière en matière de santé

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022

«La formation du personnel et le parcours de soins sont les deux grands gagnants. À en croire les conclusions du rapport de la Commission santé du comité régional franco genevois (CRFG), [...]» Source : La Voix de l'Ain, 12/10/2022.

Clôture du projet «Offre de soins PAMINA»

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022



Le 23 septembre 2022 a eu lieu la cérémonie de clôture du projet «Offre soins PAMINA Gesundheitsversorgung». Des résultats concrets et prometteurs ont été présentés par l'Eurodistrict PAMINA, porteur du projet, ainsi que par les partenaires du projet (les hôpitaux, les caisses d'assurance maladie, l'ARS, les Landkreise, etc.). Débuté en 2019, ce projet Interreg regroupe

22 partenaires, français et allemands, compétents en matière de santé, pour développer l'offre de soins sur le territoire de l'espace PAMINA, et la coopération aussi bien en matière de médecine hospitalière qu'en matière de médecine de ville.

[Plus d'infos](#) →

Une association franco-allemande pour le Parc Archéologique Européen de Bliesbruck-Reinheim

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022

A l'occasion des 30 ans d'existence du Parc Archéologique Européen de Bliesbruck-Reinheim, ses deux partenaires historiques, le Département de la Moselle et le Saarpfalzkreis, ont engagé une profonde réflexion pour faire de ce site «un laboratoire de la coopération franco-allemande de proximité». Sur la base du Traité d'Aix-la-Chapelle, ce projet doit être développé conjointement au sein d'une nouvelle structure transfrontalière afin d'impliquer les partenaires français et allemands. C'est pourquoi a été officiellement créée le 15 septembre 2022 une association de gestion transfrontalière dénommée «Vita Futura Bliesbruck-Reinheim».

La naissance de cette structure transfrontalière marque un nouveau chapitre de la vie transfrontalière du Parc archéologique, seul site culturel en Europe



situé directement à la frontière entre la France et l'Allemagne.

[Plus d'infos](#) →

Une nouvelle liaison électrique entre la France et l'Italie

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022



Pas supplémentaire vers la construction du réseau électrique européen, une nouvelle ligne THT de 190 km, entièrement souterraine, est en construction entre la Savoie et le Piémont. Elle augmentera de 40 % la capacité d'échange d'électricité entre la France

et l'Italie. Une première mise en service est prévue au 4^{ème} trimestre 2022. Construite par RTE avec son partenaire Italien TERNA, la nouvelle liaison sera la plus longue du monde à un tel niveau de puissance et de tension : «c'est un projet d'exception qui vise avant tout à renforcer la capacité de secours mutuel, à améliorer la mutualisation des ressources, et à faciliter les échanges d'électricité transfrontaliers.» Avec 95 km côté français, elle s'intègre aux infrastructures routières existantes, afin de préserver la qualité des paysages et contribue à la dynamique économique locale. Elle permettra également de faciliter l'intégration des énergies renouvelables dans les systèmes électriques français et italiens.

[Plus d'infos](#) →

PAROLES
D'ACTEURS

Pierre-Marc Knaff,
Président du GECT
Alzette Belval



© Ville d'Esch-sur-Alzette

A l'aube de ses dix ans, il va s'ouvrir à une nouvelle commune luxembourgeoise: Rumelange. Notre terrain d'actions pour réaliser notre troisième stratégie sera donc plus étendu et je sais pouvoir compter sur nos membres pour «faire l'agglomération ensemble».

Le groupement met en perspective ses travaux grâce aux analyses et avis de la MOT. Il s'appuie également sur les dispositifs européens tels que «B-Solutions» de l'ARFE et de la DG REGIO et surtout le programme INTERREG Grande Région qui a reconnu le territoire d'Alzette Belval comme une «zone fonctionnelle». Les fonds européens nous aideront à réaliser notre stratégie et à résoudre les obstacles du quotidien : difficulté de mobilité, problème d'accès aux soins, passage illicite de déchets, etc.

Notre territoire connaît de grands développements - les quartiers Belval (Luxembourg), Metzschmelz (Luxembourg), Micheville (France) qui nous tournent vers l'avenir. De son côté, le GECT agit comme relais des attentes locales, facilitateur, initiateur de projets transfrontaliers et vecteur d'information. Beaucoup d'initiatives transfrontalières sont engagées dont notamment la formidable dynamique autour d'«Esch2022, Capitale Européenne de la Culture» qui renforce durablement l'action culturelle sans frontière.

Le projet ne s'arrête pas fin 2022, rejoignez-nous pour découvrir une autre facette d'Alzette Belval !

[Plus d'infos](#) →

Esch2022, une Capitale Européenne de la Culture transfrontalière

PUBLIÉ EN NOV. 2022

Dès sa candidature au titre de «Capitale Européenne de la Culture», la ville d'Esch-sur-Alzette, côté luxembourgeois, a mis en avant la dimension transfrontalière de son territoire et a intégré des communes et partenaires français.

La circulation entre les deux pays fait partie du quotidien des habitants. Chaque jour de nombreux français passent la frontière pour aller travailler au Luxembourg. Dès le début de l'année 2022, une volonté forte de faire découvrir autrement cette région transfrontalière a été avancée : valoriser son patrimoine, son environnement et son histoire commune.

Le circuit transfrontalier de l'Acier, 22km de randonnée à travers les deux pays, en est une parfaite illustration. Toujours dans l'idée d'une histoire commune, l'Institut National de l'Audiovisuel a créé une fresque numérique relatant les moments clés de la coopération franco-luxembourgeoise. Esch2022 a aussi permis de questionner les rapports transfrontaliers, de se confronter au ressenti des habitants, notamment

au travers de l'exposition, «Frontaliers. Des vies en stéréo» (cf. photo) mettant en scène la vie de quelques témoins choisis.

Enfin, Esch2022 a aussi poussé des petites structures locales à avoir des ambitions plus grandes et transfrontalières. L'école de danse française Chor'A'Corps a écrit et réalisé un spectacle spécialement conçu pour un lieu emblématique d'Alzette Belval : les hauts-fourneaux de Belval. Une occasion unique pour cette association de mettre en valeur avec fierté l'histoire de son territoire et de ses aïeux. Le défi était total : investir un lieu encore jamais exploité pour un spectacle,

apprendre une nouvelle pratique, la danse en apesanteur, et rendre hommage à ceux qui ont fait cette région. Ce projet a été couronné de succès avec la totalité des représentations sold-out.

Pour finir, environ un tiers des 160 projets Esch2022 ont eu un caractère transfrontalier. Un bel engagement qui renforce les synergies pour l'avenir culturel de ce territoire sans frontière.

[Plus d'infos](#) →



© Martin Kubiak

Vers une zone d'aménagement transfrontalier franco-luxembourgeoise

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2022



© GEOT Alzette Belval

Le site du crassier des Terres Rouges constitue un site stratégique pour le territoire d'Alzette-Belval.

Site binational et transfrontalier de plus de 70 ha situé sur la frontière franco-luxembourgeoise, le crassier Terres Rouges, dont le propriétaire unique est le groupe Arcelor Mittal, est actuellement exploité en tant que crassier. Bien que situé au cœur d'un territoire d'intense développement territorial, le site du crassier Terres Rouges se heurte à un grand nombre d'obstacles liés justement à son caractère binational, qui le confrontera dans son développement à une double législation, luxembourgeoise et française.

Pour répondre à ces questions juridiques et relatives au montage opérationnel,

l'Établissement Public d'Aménagement Alzette-Belval - dans le cadre d'un groupement transfrontalier de commande avec le Ministère luxembourgeois de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire et la Ville d'Esch-sur-Alzette - a retenu le groupement formé par la MOT, le bureau d'études luxembourgeois Zeyen+Baumann et l'agence d'urbanisme Agape, dont la mission a débuté en septembre 2022. Après une première phase d'état des lieux, le groupement s'attachera à réfléchir aux options en matière de portage de projet et au plan d'actions à mettre en œuvre. Les résultats sont prévus pour le courant de l'année 2023.

[Plus d'infos](#) →

Comment financer la mobilité transfrontalière ?

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2022



A la demande du Grand Genève, dans le cadre d'un bon-à-tirer, la MOT a réalisé en septembre une note dressant un état des lieux des modes de financement de la mobilité et des moyens financiers alloués.

Cette analyse comparative entre le Grand Genève et d'autres agglomérations transfrontalières européennes a porté plus spécifiquement sur :

- Une sélection d'études de cas : les services de transport public transfrontaliers d'agglomérations européennes de taille comparable.
- Une analyse comparative des modes de financement de la mobilité et des moyens financiers alloués : zoom sur le Tessin, l'agglomération trinationale de Bâle et l'Euregio Meuse-Rhin.

Le document est disponible uniquement pour les adhérents (connexion à l'Espace membres requise).

[Plus d'infos](#) →

Création d'une SEML pour un réseau de chaleur transfrontalier

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2022

© Badische Stahlwerke GmbH



Dans la région franco-allemande de Strasbourg-Kehl, les communes sont en train de concrétiser un projet phare de coopération transfrontalière en matière d'extension des réseaux de chaleur urbains. Bientôt, la chaleur fatale de l'aciérie locale alimentera des milliers de foyers des deux côtés du Rhin.

En août 2022, une étape décisive a été franchie avec la création d'une Société d'économie mixte locale (SEML) franco-allemande «Calorie Kehl-Strasbourg» en charge de l'élément central du projet : la construction et l'exploitation de la conduite de chaleur transfrontalière reliant l'aciérie BSW basée à Kehl aux consommateurs des deux côtés du Rhin.

Afin de rendre possible cette construction et cette exploitation non par un opérateur

énergétique mais par les collectivités concernées, la forme juridique choisie pour la structure transfrontalière a été celle d'une SEML de droit français, garantissant une gouvernance publique. Depuis février 2022 et la mise en œuvre de nouvelles dispositions de la loi 3DS, le code général des collectivités territoriales permet un équilibre entre actionnaires allemands et français.

Fin 2022, les processus de planification et d'approbation débuteront, pour une construction prévue dès 2024, et une mise en service en 2026.

[Plus d'infos](#) →

Faire vivre les espaces transfrontaliers : exemple de la frontière franco-belge

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2022



© iStock / carterdayne

Le 30 septembre 2022 s'est tenu l'événement de clôture du projet Interreg QUALICANES.

Mis en œuvre de 2019 à 2022, il a porté sur la transformation de l'ancien site douanier de Callicanes situé sur la frontière franco-belge, pour en faire un espace de qualité, tourné vers l'avenir, avec la participation active des citoyens.

Les partenaires se sont intéressés également à l'aménagement des espaces transfrontaliers tout au long de la frontière, de Bray-Dunes/La Panne au nord, jusqu'aux portes du Luxembourg au sud : «véritable péripère de plusieurs centaines de kilomètres dans lequel s'est engagée l'équipe [du projet], lui permettant de découvrir la frontière sous toutes ses coutures».

Résultats de ce riche projet, ont été présenté

lors de la conférence de clôture :

- **Un livre blanc**, témoignage de l'initiative du projet, et dans une plus large mesure, de l'évolution de la frontière entre la France et la Belgique à travers les années.
- **Un film documentaire «PASSAGE : Un voyage le long de la frontière franco-belge»** : «Que signifie encore la frontière dans une Europe unifiée ? Comment vivons-nous la frontière ? Que peuvent nous offrir les frontières à l'avenir ? Nous vous emmenons le long de la frontière franco-belge à la recherche de réponses.»

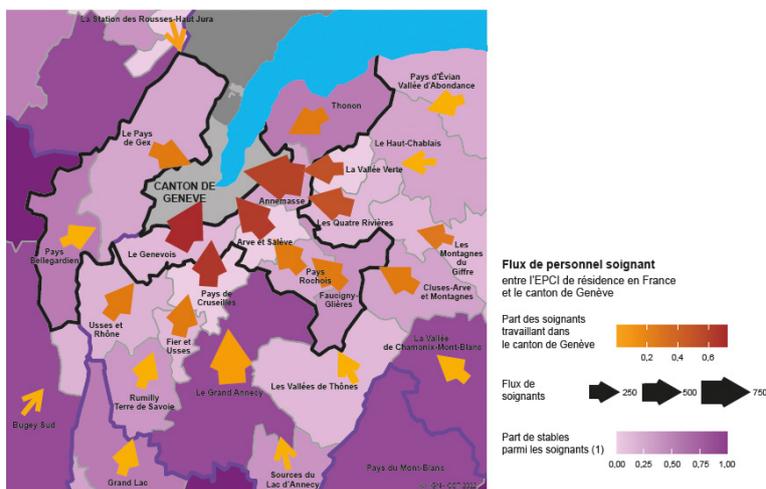
[Plus d'infos](#) →

Réseau transfrontalier «Education Pyrénées Vivantes» : une mission juridique pour la MOT

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2022

Riche d'un parcours de plus de 24 ans, le réseau «Education Pyrénées Vivantes» rassemble 85 structures spécialisées dans l'éducation à l'environnement à l'échelle transfrontalière pyrénéenne. Son objectif est la rencontre de professionnels de la médiation, le partage d'expériences, la mutualisation des moyens et la promotion de projets innovants. L'activité du réseau a bénéficié jusqu'en 2022 d'un hébergement administratif par l'association LPO France, qui assure la coordination du réseau et qui a permis le développement de projets sur le versant français des Pyrénées et de plusieurs initiatives transfrontalières (Projets Interreg Poctefa). Cependant, ceci n'a pas permis au réseau transfrontalier, qui n'a pas de personnalité juridique propre, d'accompagner une dynamique pour le développement d'initiatives sur le versant espagnol. Ainsi, le réseau a demandé à la MOT de l'accompagner dans la définition d'un modèle juridique visant à faire émerger et promouvoir des actions transfrontalières communes d'éducation à l'environnement, à la transition écologique et énergétique et de valorisation des patrimoines.

[Plus d'infos](#) →



41 % des soignants en Haute-Savoie travaillent en Suisse

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2022

L'Observatoire statistique transfrontalier du Grand Genève a publié une étude mettant en avant l'attraction de la Suisse pour le personnel soignant et ses conséquences en termes de ressources humaines pour les hôpitaux français voisins. Selon l'Observatoire, les soignants représentent même 10 % du total des frontaliers : «Environ 41 000 soignants résident dans le Territoire franco-valdo-genevois, constitué

de l'Ain et de la Haute-Savoie pour la partie française, et des cantons de Genève et de Vaud pour la partie suisse. Parmi les 25 000 soignants aindinois et haut-savoyards, 7 200 exercent en Suisse, en particulier dans les cantons de Genève (5 900) et de Vaud (1 100). Ces flux importants traduisent un fort déséquilibre entre lieu de résidence et lieu de travail.»

[Plus d'infos](#) →

Alliance pour la santé transfrontalière franco-allemande

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2022

Le 23 novembre 2022, le Land de Sarre, la Région Grand Est, le Département de la Moselle et l'Eurodistrict SaarMoselle ont signé une alliance destinée à joindre leurs forces pour faciliter l'accès aux soins des populations dans les régions frontalières.

L'Eurodistrict est mobilisé depuis plusieurs années déjà pour faire évoluer la coopération transfrontalière sanitaire entre la Moselle et la Sarre. C'est dans le cadre de son projet «GeKo SaarMoselle, structurer et développer la coopération sanitaire transfrontalière sur l'espace Sarre-Moselle» qu'a été initiée l'intention de cette alliance, qui entend donner un nouvel élan à cette coopération pour améliorer et faciliter l'accès aux soins de la population de ce bassin de vie transfrontalier.

A cette occasion, la Secrétaire d'État à la Santé en Sarre, Bettina Altesleben, a souligné que son gouvernement souhaite

«créer de véritables services de soins transfrontaliers. Il est important que l'idée européenne vécue à la frontière le soit également dans le domaine de la santé. En collaboration avec les acteurs du secteur de la santé, nous souhaitons développer des solutions adaptées à la réalité de notre espace de vie».

La zone d'expérimentation voulue par l'alliance pourrait s'étendre au sein d'un corridor de santé permettant à la population de part et d'autre de la frontière d'expérimenter un accès aux soins hospitaliers et en médecine de ville transfrontalier.



Pour Jean Rottner, Président de la Région Grand Est : «Nous ne sommes plus dans le symbole, nous sommes dans l'action. Dans le contexte européen actuel, ce sont les pouvoirs locaux qui peuvent trouver des solutions à nos gouvernements. Il faut faire bouger nos États. Le fait transfrontalier doit être reconnu. Ce dossier doit être prioritaire pour améliorer le quotidien de nos concitoyens.»

[Plus d'infos](#) →

Le parc des carrières : un nouveau poumon vert pour l'Eurodistrict trinational de Bâle

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2022



La reconversion progressive d'une gravière à Saint-Louis, à deux pas des frontières françaises, suisses, et allemandes, offre une opportunité prometteuse pour l'agglomération.

La cessation d'activité de la gravière s'étalera jusqu'en 2029, mais les travaux ont déjà commencé pour créer un parc urbain qui deviendra une zone de rencontre et de loisirs, notamment pour les résidents des communes suisses et françaises qui l'entourent.

Le parc des carrières sera doté de voies piétonnes et cyclables ainsi que d'une aire de jeux et d'espaces naturels qui créeront des lieux propices à la biodiversité. De plus, le site sera desservi par le tramway reliant Saint-Louis à Bâle.

L'aménagement du site du parc a commencé en début 2021 et se poursuivra jusqu'en 2025, et l'inauguration des trois hectares pilotes de la partie nord du parc a eu lieu en novembre 2022. La particularité de ce projet réside dans le fait que certaines parties de la gravière, libérées de l'exploitation, sont progressivement réaménagées en espaces naturels et paysagers, tandis que l'extraction de gravier se poursuit sur les parcelles voisines. Soutenu et géré par l'Association pour la promotion du Parc des carrières, ce projet est un exemple de réussite de la coopération transfrontalière franco-suisse.

[Plus d'infos](#) →

Pôle métropolitain européen du Sillon Lorrain

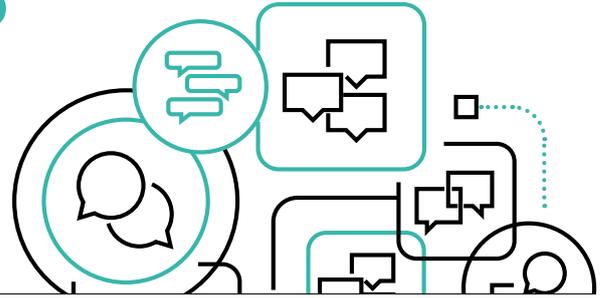
PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2022

Suite à l'annonce du Président Emmanuel Macron de «faire en sorte que dans les grandes métropoles françaises aujourd'hui congestionnées, les personnes qui ont des trajets pendulaires puissent les faire sans voiture, en décarbonant leurs trajets grâce à [des] RER métropolitains», les élus du Pôle métropolitain européen du Sillon Lorrain ont interpellé le Président afin que la construction d'un «Réseau Express Métropolitain Européen permettant de drainer l'ensemble des territoires lorrains, des Vosges à la frontière luxembourgeoise» soit inscrite dans les priorités de l'Etat.

Les élus du Pôle métropolitain porté par les métropoles de Nancy et Metz, les agglomérations de Thionville et Epinal ainsi que 12 intercommunalités lorraines - soit un bassin de vie de 1,2 million d'habitants - ont rappelé qu'«avec plus de 110 000 navetteurs quotidiens entre le nord-Lorrain et le Luxembourg, 140 000 d'ici à 2030 et 180 000 à horizon 2040, les habitants de ce secteur doivent pouvoir compter sur des évolutions ambitieuses pour la ligne ferroviaire Nancy-Metz-Thionville-Luxembourg, qui est, hors Ile de France, la 2^{ème} ligne ferroviaire la plus fréquentée à l'échelle nationale». Ils demandent à ce que l'engagement de l'Etat puisse être «officialisé à l'occasion de la prochaine Conférence intergouvernementale franco-luxembourgeoise, dans le cadre d'un projet de co-développement ambitieux entre les deux États».

[Plus d'infos](#) →

ÉVÉNEMENTS DU RÉSEAU



RÉSULTATS DU DEUXIÈME BORDERS FORUM

« Nous refusons de nous résigner ! »

PUBLIÉ EN JUILLET 2022

Réunissant près de 570 participants, la deuxième édition du Borders Forum s'est tenue les 21 et 22 juin à la Cité Internationale Universitaire de Paris sur le thème : «Territoires transfrontaliers : résignation ou résilience?».



Dès l'ouverture, le président de la MOT, Christian Dupessey¹, a donné le ton : «les territoires transfrontaliers ont été en première ligne de la crise sanitaire, les premiers à subir la fermeture précipitée des frontières». Après les crises financière, sécuritaire et sanitaire c'est maintenant la guerre en Ukraine... «Ces crises induisent un risque de retour de la frontière dans les politiques et l'opinion publiques», rappelant l'impérieuse nécessité de faire reconnaître aux États ces «bassins de vie transfrontaliers».

Mais il faut maintenant aller plus loin : «Nous ne nous contenterons plus d'une simple coopération par-delà la frontière qui s'arrête à la première crise venue !» lance-t-il à l'appui de **l'Alliance européenne pour les citoyens transfrontaliers**, créée conjointement avec l'ARFE et le CESCJ,

et appelée à se renforcer à l'appui d'une nouvelle **Déclaration politique** présentée en ouverture, exhortant les États-membres et l'Europe à mettre les régions transfrontalières non pas à la marge mais au centre de l'enjeu européen.

Représentant 40% du territoire européen, 150 millions d'habitants - dont 2 millions de travailleurs transfrontaliers - les territoires transfrontaliers demandent à être pris en considération à la hauteur de leur immense potentiel en tant que «laboratoires de l'expérience européenne» dans les plans de relance nationaux et européen, où ils figurent encore trop timidement.

¹ Maire d'Annemasse, président du Pôle métropolitain du genevois français.



« Nous refusons de nous résigner. Il nous faut désormais construire des bassins de vie transfrontaliers prospères, écologiques et solidaires, résilients aux crises, et y développer des services publics transfrontaliers. Quand les Etats se mettront-ils ensemble, sur chaque frontière et au niveau européen, au service des territoires transfrontaliers ? »

A INTERROGÉ LE PRÉSIDENT DE LA MOT LORS DE L'ÉVÉNEMENT.

Plus d'infos →



CONFÉRENCE ANNUELLE DU RÉSEAU - L'APPEL DES ÉLUS DES TERRITOIRES TRANSFRONTALIERS À BAYONNE

Vers une refondation de la gouvernance du transfrontalier ?

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022



En présence de Dominique Faure, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, chargée de la ruralité, une centaine d'acteurs de l'ensemble des frontières françaises se sont réunis les 4 et 5 octobre 2022 à l'occasion de l'assemblée générale de la MOT à Bayonne et à San Sebastian, à l'invitation de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

«Dans les pays membres de l'Union, la crise a fait resurgir les frontières qui avaient été effacées par plusieurs décennies d'intégration» a souligné la secrétaire d'Etat, Dominique Faure. «Nous avons mesuré les solidarités collectives. La crise a démontré le rôle spécifique des régions frontalières, tout en révélant leurs fragilités».

Pour le président de la MOT, Christian Dupessey, «la renaissance démocratique doit prendre en compte la spécificité de nos espaces transfrontaliers. Les dernières élections législatives ont mis à jour un euroscepticisme grandissant. Il faut lutter contre le retour délétère de la frontière «coupure» dans les opinions publiques, synonyme de rejet de l'autre, habitant du pays voisin ou population en déplacement fuyant une situation de crise. La France a été

pionnière en Europe pour la prise en compte des territoires frontaliers, avec la création il y a 25 ans de la Mission Opérationnelle Transfrontalière».

«La refondation à laquelle le Président Macron nous appelle doit être nationale, mais aussi européenne et transfrontalière», a ajouté le président de la MOT. **«C'est le sens de l'appel lancé par de nombreux élus et parlementaires du réseau de la MOT au Président de la République, pour que notre pays porte une politique globale dans les bassins de vie transfrontaliers avec un outil qui a fait ses preuves : la Mission Opérationnelle Transfrontalière».**

La secrétaire d'Etat s'est engagée à relayer cet appel au plus haut sommet de l'Etat, annonçant la volonté de mettre en place une «feuille de route» commune sur les actions à mener en matière de coopération transfrontalière avec l'ensemble des parties prenantes, déclarant qu'«il manque un vrai pilotage interministériel du transfrontalier».

«Nous devons libérer les cloisons entre les différentes échelles, notamment celles relevant de l'Etat, et poursuivre l'ouverture entamée avec la Loi 3DS pour apporter plus d'espace de libertés pour faciliter la coopération dans les territoires transfrontaliers».

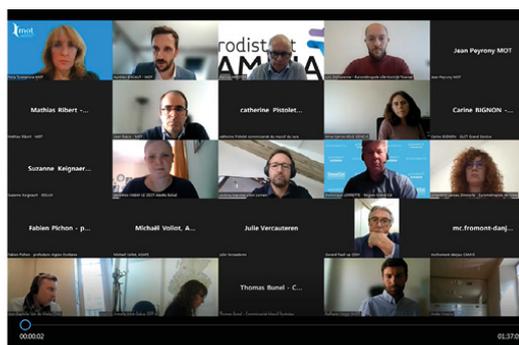
[La suite](#) →

[Plus d'infos](#) →

L'appel des élus frontaliers à Bayonne

Les élus qui ont signé l'appel demandent notamment :

- de poursuivre les négociations d'**accords transfrontaliers bilatéraux** [...] sur le modèle des traités d'Aix-la-Chapelle et du Quirinal, en particulier sur la frontière franco-espagnole ;
- de continuer à soutenir le **mécanisme européen de résolution des obstacles transfrontaliers (ECBM)** ;
- de mieux intégrer les territoires transfrontaliers dans les **plans de relance et d'investissements** ;
- de faire reconnaître, au niveau national comme européen, nos **bassins de vie transfrontaliers** et le respect des frontières ouvertes [...] afin que plus jamais nos concitoyens ne vivent à nouveau une situation aussi délétère que celle connue en 2020 ;
- d'intégrer les collectivités françaises frontalières dans le cadre du **Conseil national de la refondation** ;
- de **structurer une coordination interministérielle du fait transfrontalier** qui fait défaut en France comme ailleurs, et s'appuyer sur la MOT pour la soutenir régulièrement.



Le réseau de la MOT lance une expérimentation sur les «bassins de vie transfrontaliers»

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022

Le 19 septembre 2022, la MOT a organisé une réunion de lancement du projet «expérimentation bassins de vie transfrontaliers».

L'objectif est de définir la notion de «bassin de vie transfrontalier» et d'analyser les besoins et attendus des territoires concernés, ainsi que les opportunités et freins juridiques, pour parvenir à des recommandations.

Porté par les partenaires et membres du réseau, il a émergé lors des dernières instances et rencontres territoriales fin 2021 et début 2022. Plusieurs territoires avaient interpellé la MOT afin qu'elle puisse proposer une expérimentation visant à la reconnaissance d'espaces particuliers dits «bassins de vie» sur un ou plusieurs territoires transfrontaliers pilotes qui souhaiteraient s'en emparer.

In fine l'idée est de proposer un modèle différencié dans lequel les politiques publiques s'adaptent aux situations vécues dans ces espaces frontaliers, confrontés tant à des interdépendances de proximité transfrontalières, qu'à un éloignement de leur centre de décision

national, et dans lequel les bassins de vie transfrontaliers soient appréhendés et considérés en tant que tels. Cette prise en compte de la notion de «bassins de vie transfrontaliers» doit être l'occasion d'une pensée du fait frontalier, plus rigoureuse et partagée, indispensable pour un traitement approprié par les politiques publiques, au service des personnes, tant comme acteurs économiques que comme citoyens, couples, familles, usagers de services publics.

Ce besoin de reconnaissance s'est accéléré depuis la crise sanitaire, lorsque de nombreux passages frontaliers ont été bloqués ou strictement contrôlés, voire certains segments frontaliers fermés par des clôtures. Sur ces frontières, la crise a impacté en premier lieu les habitants, dont la vie quotidienne, qui les amène d'ordinaire à franchir les frontières pour le travail, la consommation ou simplement les relations

humaines, a été bouleversée. Les acteurs des services publics locaux ou nationaux, dont le fonctionnement, voire la structure même à l'exemple de l'hôpital de Cerdagne, sont transfrontaliers, ont été mis à rude épreuve.

Ce retour des frontières doit être l'occasion d'interroger le modèle européen et transfrontalier. C'est ce que propose le projet «expérimentation bassins de vie transfrontaliers», l'occasion également de se saisir des nouvelles opportunités offertes par le législateur français en matière d'expérimentation et de différenciation.

[Plus d'infos](#) →

Un nouveau groupe de travail sur l'observation transfrontalière

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2022



Lancé le 17 octobre 2022 dans les locaux de l'ANCT, ce nouveau groupe du réseau est co-animé par la Communauté d'agglomération de la Riviera Française et l'Agence d'urbanisme Atlantique Pyrénées, avec le soutien du Pôle Analyse et diagnostics territoriaux (ANCT) et de la MOT.

Il se compose d'une grande diversité d'acteurs de l'observation : INSEE, Pôle Emploi, agences d'urbanisme, collectivités

territoriales, structures transfrontalières, observatoires transfrontaliers...

La matinée, en séance plénière, un tour de table a permis aux participants de se présenter à partir d'une image ou d'une publication emblématique de leur activité.

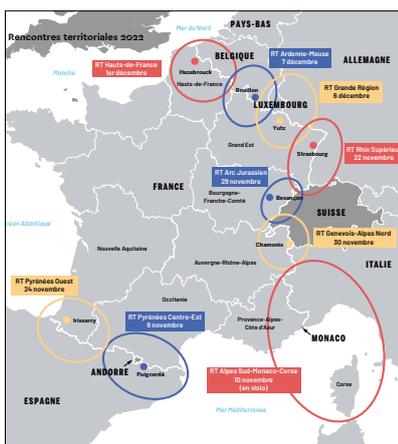
La MOT a présenté le contexte et les objectifs du groupe : créer un espace de dialogue multinationnel pour les acteurs de l'observation transfrontalière ; disposer d'une cartographie de ces acteurs et participer à l'amélioration

de la connaissance des situations et trajectoires transfrontalières.

Parmi ces objectifs, il s'agit de donner une suite à une enquête réalisée auprès des acteurs locaux qui avait révélé des besoins prioritaires : constitution d'indicateurs communs, convergence progressive des données transfrontalières, production de données communes, amélioration de l'accès à la donnée et partage des travaux/méthodes. L'ANCT a poursuivi la séquence matinale par une présentation de son projet d'études et de publications sur les questions transfrontalières.

L'après-midi, les travaux se sont poursuivis avec deux ateliers de réflexion sur les enjeux d'observation et de production de connaissances en matière d'emploi et de développement économique transfrontalier. Ces thèmes feront l'objet d'une publication MOT-ANCT consacrée à l'observation transfrontalière qui sera nourrie des expériences locales exprimées par les membres du groupe.

[Plus d'infos](#) →



[Plus d'infos](#) →



Première rencontre territoriale 2022 sur le territoire Pyrénées Centre Est, le 9 novembre dans les locaux de l'Hôpital transfrontalier de Cerdagne.

Rencontres territoriales 2022 !

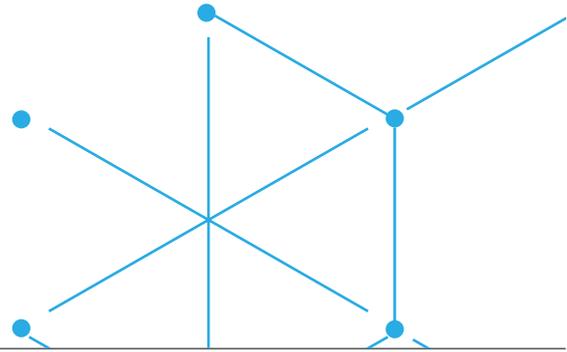
PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2022

En fin d'année 2022, l'équipe MOT s'est déplacée à la rencontre de ses membres et partenaires à l'occasion de dix rencontres territoriales et transfrontalières.

La première, sur le territoire Pyrénées Centre Est, - a eu lieu le 9 novembre dans les locaux de l'Hôpital de Cerdagne, en présence de nombreux acteurs transfrontaliers. Elle a été suivie le lendemain par la rencontre «Alpes Sud-Monaco-Centre», puis ont suivies en novembre les rencontres «Rhin supérieur», «Pyrénées Ouest», «Arc jurassien» et «Genevois-Alpes Nord». En décembre quatre rencontres ont été programmées : «Hauts-de-France», «Grande Région», «Ardenne-Meuse» et «Guyane».

Ces rencontres régulières permettent à la MOT d'être plus proche de ses adhérents et de mettre en évidence les enjeux transfrontaliers propres à chaque territoire. **Elles se tiennent en fin d'année dans l'objectif de construire un programme de travail qui soit au plus près des besoins du terrain.**

FRANCE / BILATÉRAL



Le gouvernement interrogé à l'Assemblée Nationale sur le bilan de la PFUE pour les territoires transfrontaliers

PUBLIÉ EN JUILLET 2022

Le 12 juillet 2022, Brigitte Klinkert, députée du Haut-Rhin, a interrogé le gouvernement à l'Assemblée Nationale sur «la place de la coopération transfrontalière dans les négociations menées dans le cadre de la Présidence française». Des dispositions spécifiques seront intégrées dans la révision du code Schengen.



La réponse de la secrétaire d'Etat auprès de la ministre de l'Europe et des affaires étrangères chargée de l'Europe, Laurence Boone a souligné : «La présidence du Conseil de l'Union européenne vient de s'achever et, comme vous l'avez rappelé, tous nos partenaires la saluent. Nous avons obtenu collectivement des succès historiques, dans un moment historique. [...] Vous avez mentionné le caractère transfrontalier - un tiers de la population européenne à nos frontières, là aussi, le Conseil de l'Union européenne a adopté une orientation générale, le 10 juin, qui est au centre de la révision du code frontière Schengen, et qui permettra avec la Commission européenne - et nous y travaillons en ce moment - la mise en place

d'instruments de coopération frontalière à la disposition des Etats membres, pour qu'ils puissent adopter à leurs frontières des aménagements juridiques permettant les coopérations frontalières et la création de services publics communs au bénéfice des usagers des deux pays.»

[Plus d'infos](#) →



À NOTER

La publication en juillet d'une tribune par Brigitte Klinkert et Rita Schwarzelühr-Sutter, secrétaire d'État parlementaire auprès de la ministre fédérale de l'Intérieur et du Territoire (Allemagne) : «A l'occasion de la fête nationale française, nous avons voulu souligner l'importance de la coopération transfrontalière rhénane et de l'Europe, à l'heure où certaines forces politiques promeuvent le repli sur soi. Nous avons aussi voulu souligner le rôle moteur des territoires frontaliers dans la construction européenne, puisque c'est bien ici que nous percevons les avantages de l'Europe, mais aussi les défis qu'ils nous faut encore relever ensemble.»

Assises Nationales du Foncier

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022



Les 6 et 7 octobre, étaient organisées à Nancy les Assises Nationales du Foncier et des Territoires. Visant à mettre en débat la problématique foncière sous tous ses aspects, de l'amont à l'aval, de la stratégie à la mise en œuvre, elles ont réuni près de 600 personnes, élus comme professionnels, issus du secteur public tout autant que du secteur privé, autour de conférences, ateliers, tables-rondes, à travers 11 parcours thématiques. La MOT a participé au parcours «Promouvoir les coopérations territoriales» et elle est plus particulièrement intervenue lors du débat «Les coopérations transfrontalières, un long fleuve tranquille ?» aux côtés d'AREP, du GECT Alzette-Belval ou encore de l'Adeus. L'occasion d'évoquer de nombreux projets sur l'urbanisme commercial, les impacts du télétravail ou encore de débattre des enjeux fonciers et territoriaux dans le Grand Genève ou en Grande Région.

[Plus d'infos](#) →

Avancées pour le sport transfrontalier !

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022



A la suite de la modification du code du sport français (article L231-2-1) par la loi 3DS du 21 février 2022, les sportifs résidant à l'étranger et notamment dans un pays frontalier de la France, n'ont plus besoin de présenter un certificat médical lors de leur inscription à une compétition sportive organisée pour partie dans un département frontalier français.

En effet, le code du sport français a été adapté par l'article 185 de la loi, lequel dispose que «[...] lorsqu'une compétition mentionnée au I du présent article est organisée, pour la partie en territoire français, sur le territoire d'un ou de plusieurs départements frontaliers, les participants sont soumis à la réglementation



de leur lieu de résidence quant aux conditions d'inscription».

Depuis lors, un obstacle à la coopération transfrontalière qui empêchait les frontaliers résidents étrangers à participer aux compétitions transfrontalières, semble bel et bien levé. Néanmoins, les sportifs résidant en France et ne disposant pas d'une licence particulière doivent encore fournir un certificat médical lors de leur inscription à une compétition transfrontalière.

Première déclinaison concrète : un premier triathlon franco-allemand avec Pamina !

[Plus d'infos](#) →

Conseil national de la refondation : comment faire entendre la voix des territoires transfrontaliers ?

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2022



Le Conseil national de la refondation (CNR), lancé par Emmanuel Macron en septembre 2022, a ouvert une consultation en ligne afin que les citoyens, mais aussi les associations, professionnels, collectivités et élus puissent proposer des idées et solutions sur les grandes transitions à venir du pays.

Sept sujets ont été définis :

1. climat et biodiversité ;
2. générations et vieillissement ;
3. souveraineté économique ;
4. futur du travail ;
5. logement ;
6. jeunesse ;
7. numérique.

Dans chaque bassin de santé ou d'emploi les acteurs peuvent se réunir pour porter un projet commun au sein de CNR territoriaux, qui à ce stade recouvrent les thématiques de l'école, de la santé et de l'emploi. Tous ces thèmes concernent potentiellement les territoires transfrontaliers.

A la suite d'une rencontre avec le Rapporteur général du CNR, David Djaïz, le 17 novembre, nous invitons tous nos membres et partenaires, représentants les enjeux des territoires transfrontaliers, à prendre une part active à la consultation, et à proposer des CNR transfrontaliers ! L'équipe de la MOT peut vous appuyer.

[Plus d'infos](#) →

Étude sur l'analyse des impacts des législations nouvelles sur les territoires frontaliers

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2022

Prévues par le Traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle, des analyses d'impact, menées lors de l'élaboration des nouvelles normes, pourraient permettre d'éviter de futurs obstacles à la coopération transfrontalière, ou complexités dans la vie quotidienne pour les habitants des espaces frontaliers.

Le Ministère des affaires étrangères allemand a chargé la MOT, l'Euro-Institut et l'ITEM (Université de Maastricht) d'explorer cette disposition du Traité.

Une partie importante de la mission en cours jusqu'à fin novembre 2022 consiste à élaborer des scénarii pour le pilotage et la réalisation de telles analyses d'impact transfrontalier.

[Plus d'infos](#) →



Mettre en œuvre le Traité du Quirinal : une rencontre à Imperia

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2022

Le 24 octobre 2022 à Imperia (Italie) une rencontre «Le Traité du Quirinal, une signature qui unit France et Italie : quelles opportunités pour nos territoires ?» a été organisée par le programme de recherche DITER de l'Université Côte d'Azur.

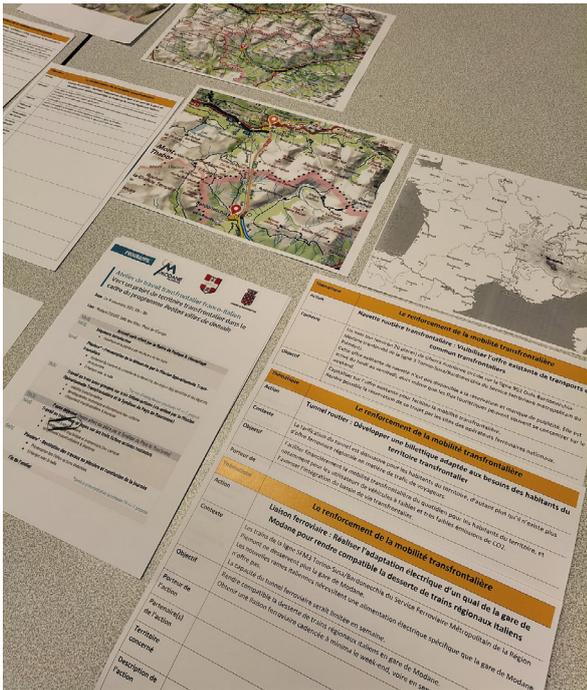
Accueillie par la Province d'Imperia, ce rendez-vous politique a été l'occasion, pour les nombreux représentants élus locaux de la Riviera, d'exprimer leurs attentes pour une déclinaison concrète et territorialisée de la feuille de route prévue par le Traité du Quirinal et notamment son Article 10 dédié à la coopération transfrontalière.

En présence des Ambassadeurs français et italiens à la coopération transfrontalière, la MOT y a présenté son projet intitulé «Expérimentation bassins de vie transfrontaliers».

Cette initiative, co-construite avec les membres de son réseau et qui identifiera très prochainement plusieurs sites pilotes aux frontières françaises, vise à faire émerger des politiques publiques spécifiques à ces bassins de vie, dans une logique de différenciation territoriale et de simplification de la vie transfrontalière pour les habitants.

[Plus d'infos](#) →





«Petites Villes de Demain» se décline sans frontière

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2022

La MOT accompagne plusieurs territoires frontaliers de manière individualisée. L'objectif est de faciliter l'émergence de projets et la mise en lien avec des partenaires nationaux et européens dans le cadre du programme «Petites Villes de Demain» de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires.

LANCEMENT D'UNE MISSION À MONTMÉDY (FRONTIÈRE FRANCO-BELGE)

Sollicitée par la Ville de Montmédy et la Communauté de Communes du Pays de Montmédy, la MOT a débuté fin octobre sa troisième mission d'appui individualisé dans le cadre de ce programme !

Il s'agit de doter le territoire d'un diagnostic approfondi sur ses enjeux transfrontaliers afin d'identifier les axes de coopération transfrontalière concourant à la revitalisation et au rôle de centralité de Montmédy.

La finalité de la mission consiste en l'élaboration d'une feuille de route transfrontalière pour ce territoire situé sur la frontière franco-belge et à proximité du Grand-Duché de Luxembourg. L'un de ses objectifs : associer les habitants dans une démarche collective et construire un dialogue stratégique avec les acteurs de chaque côté de la frontière.

Les suites : entretiens institutionnels, enquête citoyenne, et atelier de travail transfrontalier réunissant les partenaires du territoire se dérouleront jusqu'au printemps 2023. Cette mission permettra d'inclure plusieurs fiches-actions transfrontalières dans le projet de territoire PVD de Montmédy.

ATELIER TRANSFRONTALIER À MODANE (FRONTIÈRE FRANCO-ITALIENNE)

Toujours dans le cadre du programme PVD, la MOT a clôturé en novembre sa deuxième

mission d'appui individualisé par un atelier de travail transfrontalier à Modane.

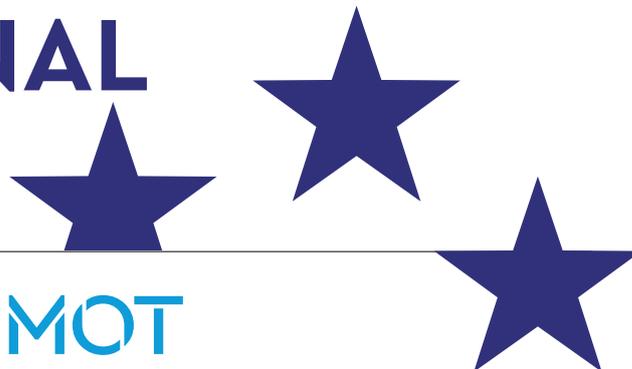
Réunissant une trentaine de participants, cet atelier a permis de définir des actions prioritaires en matière de mobilité, de citoyenneté et de développement touristique bas-carbone pour le projet pilote franco-italien de coopération entre Modane-Fourneaux et Bardonecchia.

Les fiches-actions produites lors de cet atelier ont pour vocation d'être intégrées dans le plan d'actions du projet de revitalisation territoriale Petites Villes de Demain de Modane-Fourneaux.

L'appui en ingénierie du programme Petites Villes de Demain, avec le soutien de l'ANCT et de la Banque des Territoires, a donc permis de faire émerger de nouvelles orientations stratégiques partagées en transfrontalier !

[Plus d'infos](#) →

EUROPE / INTERNATIONAL



Intervention de la MOT au Processus d'Oradea, à la frontière Roumano- Hongroise

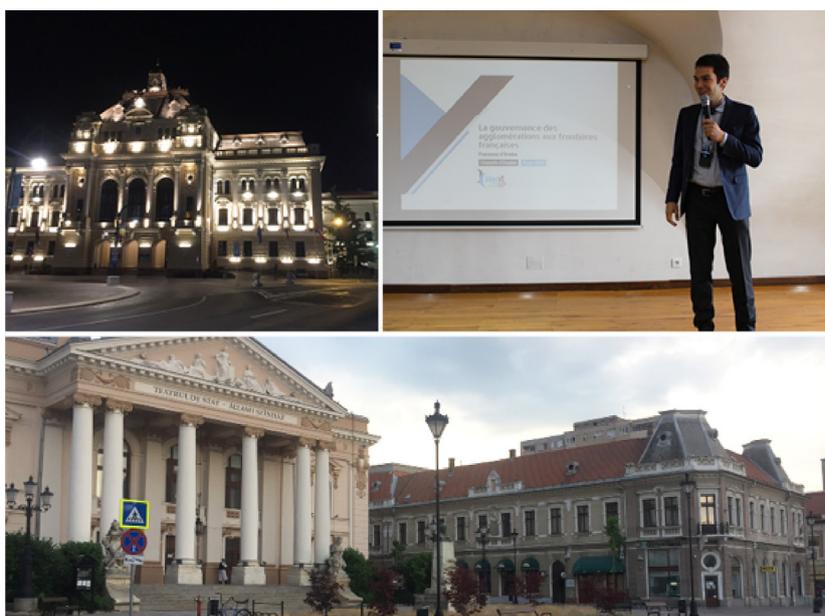
PUBLIÉ EN JUILLET 2022

A l'invitation du CESCO et d'Initiatives France Europe Centrale et Orientale, la MOT a participé le 9 juin 2022 au Processus d'Oradea, cycle de rencontres et de séminaires visant à développer les initiatives transfrontalières sur la frontière roumano-hongroise.

La MOT a présenté les enseignements tirés de la structuration des agglomérations aux frontières françaises (Genève, Conurbation Basque, Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai...), et d'un rapport fait sur ce sujet pour le CESCO en 2021. Par ailleurs, la progression de la décentralisation en France depuis 40 ans est une composante centrale pour les coopérations interterritoriales et transfrontalières que peuvent engager ces agglomérations.

La mise en perspective de ces changements institutionnels avec la capacité à prendre en compte des territoires fonctionnels aux frontières est éclairante pour ce territoire entre Hongrie et Roumanie, qui fait à la fois face à l'exclusion de la Roumanie de l'espace Schengen, et à une centralisation importante des décisions d'aménagement aux niveaux nationaux.

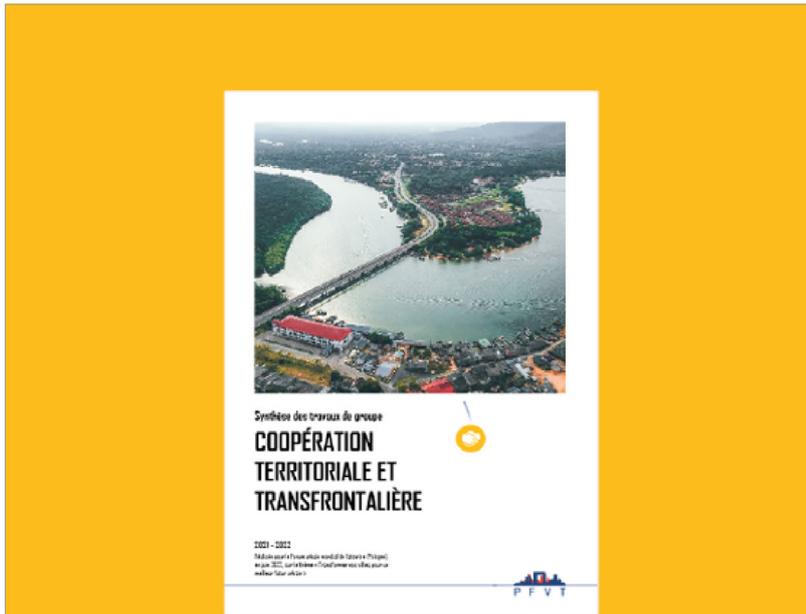
Par ailleurs, d'autres exemples d'intégration fonctionnelle des territoires aux frontières



ont été présentés, notamment grâce à l'action des programmes européens INTERREG. La Région Auvergne Rhône-Alpes a ainsi restitué l'exemple des Plans Intégrés Territoriaux pour la frontière franco-italienne, et le programme INTERREG Hungaro-slovaque a détaillé le fonctionnement des TAPE (Territorial Action Plans for Employment), qui procèdent d'un modèle similaire, avec un découpage par bassins de vie tout le long de la frontière.

Conclu par la présentation de deux projets hungaro-roumains finalisés en matière de transports et de prévention des risques, le Processus d'Oradea est amené à se poursuivre par la suite, et plaide pour une plus forte ouverture des frontières afin de renforcer les dynamiques transfrontalières.

[Plus d'infos](#) →



Forum Urbain Mondial : un livret sur la coopération transfrontalière

PUBLIÉ EN JUILLET 2022

Dans le cadre du 11^{ème} Forum Urbain Mondial qui s'est déroulé à Katowice du 26 au 30 juin, le PFVT (Plateforme française de l'urbain à l'international) a publié 14 livrets produits par l'ensemble des parties prenantes engagées dans le partenariat français au cours d'intenses travaux menés en 2021.

La MOT et le programme ESPON ont le plaisir de vous informer de la publication du livret «Coopération territoriale et transfrontalière» !

Une vision prospective de la coopération transfrontalière à horizon #2050, et surtout une trajectoire pour y parvenir, c'est-à-dire une série de propositions concrètes devant être mises en oeuvre. Parmi elles :

- des ressources clés (énergie, environnement, santé, alimentation) à gérer à une échelle supranationale, et notamment celle des bassins de vie transfrontaliers à faire reconnaître avant 2040 ;
 - l'engagement d'un «cross-border deal» au cours des années 2030 portant des ambitions en matière de société civile transfrontalière, ou encore d'éducation «tous âges» au transfrontalier et à l'Europe
- Le livret est le fruit d'un travail collectif, mené dans le cadre d'un groupe de travail réunissant partenaires français, européens et internationaux.

[Plus d'infos](#) →



Appel de la Commission européenne pour stimuler les services ferroviaires transfrontaliers

PUBLIÉ EN JUILLET 2022

L'appel à propositions a été lancé lors des «ConnectingEurope Days» à Lyon le 30 juin 2022.

La Commissaire européenne chargée des transports, Adina Valean, a déclaré à cette occasion : «Si l'on veut que davantage de personnes choisissent des modes de transport durables tels que le rail, celui-ci doit devenir une option attrayante pour les longs trajets et les trajets transfrontaliers. Nous avons besoin de davantage de liaisons ferroviaires transfrontalières, qui doivent être plus rapides et plus abordables. Aujourd'hui, le rail transfrontalier rencontre encore trop d'obstacles à l'exploitation et à l'introduction de nouveaux services.»

[Plus d'infos](#) →

Vérifications insuffisantes des contrôles aux frontières de l'espace Schengen pendant la pandémie

PUBLIÉ EN JUILLET 2022

«La Commission européenne n'a pas suffisamment prêté attention aux défis que la pandémie de Covid-19 a posés en ce qui concerne le droit des personnes à circuler librement.» Telle est la conclusion d'un rapport publié le 13 juin 2022 par la Cour des comptes européenne.

«Sachant que la libre circulation des personnes fait partie des quatre libertés fondamentales de l'UE et qu'elle se trouve au cœur du projet européen depuis sa création, la Commission aurait dû vérifier scrupuleusement que les restrictions mises en place au temps de la Covid étaient toutes utiles et justifiées», a déclaré

Baudilio Tomé Muguruza, le Membre de la Cour des comptes européenne responsable du rapport. «Nous espérons que les conclusions de notre audit éclaireront le débat en cours sur le réexamen du système Schengen.» Les auditeurs ont examiné les 150 notifications de contrôles aux frontières intérieures que les États membres ont adressées à la Commission entre mars 2020 et juin 2021, dont 135 exclusivement liées à la Covid-19.

[Plus d'infos](#) →



La Culture aux frontières... c'est Capitale !

PUBLIÉ EN JUILLET 2022

Quels sont les points communs entre Lille, Esch-sur-Alzette (LU), Nova Gorica (SI), Timisoara (RO), Mons (BE) ou Novi Sad (SRB) ?

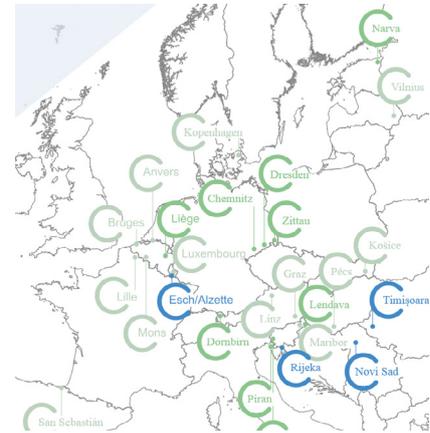
Tout d'abord, toutes ces villes ont été, sont, ou seront «Capitales européennes de la Culture» pendant une année dense et riche en matière de programmation culturelle.

Ces villes partagent néanmoins un autre point commun : celui de leur localisation géographique, à proximité directe avec une frontière. Cette spécificité leur a permis d'enrichir leur programme culturel respectif en l'ouvrant à l'ensemble de la région transfrontalière dans laquelle elles se situent.

Porté par le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) et les 3 universités (Louvain, Lille et Timisoara), le projet CECCUT (Capitales Européennes de la Culture et Cohésion Urbaine

Transfrontalière), visait précisément à explorer la capacité de cette initiative, par le biais de ses trois fondements, à devenir un véritable moteur d'intégration et de cohésion dans les espaces transfrontaliers de l'UE.

La MOT, partenaire méthodologique du projet, est intervenue lors de la table ronde «La culture, l'Europe et les frontières» de l'événement de clôture du projet, qui s'est tenu le 8 juin 2022, à Lille. Ce séminaire a été l'occasion de présenter l'un des principaux résultats de ce travail : le guide de bonnes pratiques en matière de politiques culturelles transfrontalières, incluant également une boîte à outils pour l'évaluation de toutes ces initiatives. De quoi inspirer les



nombreuses candidates françaises pour remporter ce titre en 2028 !

[Plus d'infos](#) →

Communication de la CE sur les suites de la Conférence sur l'avenir de l'Europe

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2022

Après un an de délibérations, la conférence sur l'avenir de l'Europe a pris fin le 9 mai 2022. Lors de la cérémonie de clôture à Strasbourg,

les présidents du Parlement européen, de la Commission et du Conseil ont reçu des participants à la conférence un rapport final

contenant 49 propositions de large portée, ambitieuses et tournées vers l'avenir ainsi que 326 mesures individuelles.

Ces propositions, articulées autour de neuf grands thèmes, étaient fondées sur les recommandations formulées par des citoyens au sein des panels de citoyens européens et des panels de citoyens nationaux, qui ont soumis leurs idées via la plateforme numérique multilingue.

La communication de la CE est la première étape du processus par lequel la Commission entend donner suite aux propositions formulées.

[Plus d'infos](#) →



© European Union 2022

Projet pilote de la DG REGIO sur la gouvernance transfrontalière

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2022

Vous êtes une collectivité locale, une université, un GECT, une eurorégion ? Vous souhaitez améliorer la gouvernance multi-niveaux sur votre territoire et élaborer des stratégies transfrontalières co-développées ? L'appel à manifestations d'intérêt lancé par la DG REGIO est fait pour vous.

Par cette initiative (date limite de réponse au 30 septembre 2022), la Commission européenne souhaite expérimenter et développer des actions pilotes autour des enjeux de «co-développement», notamment par le biais de stratégies territoriales

intégrées ciblant des zones fonctionnelles transfrontalières.

A noter qu'elle mentionne également les défis en matière de fiscalité (mécanismes de péréquation, budgets communs, externalités négatives sur les pays voisins, etc.) en tant qu'axe de travail pouvant être couvert par cette initiative.

5 territoires au total seront sélectionnés à l'échelle de l'UE.

Ce travail, -qui inclut des focus groups, l'élaboration d'un plan d'action par territoire, des échanges entre pairs et des événements de haut-niveau-, se déroulera entre début 2023 et le premier semestre de 2024. Il sera piloté par les équipes de l'OCDE, qui apportera son expertise aux régions transfrontalières pilotes sélectionnées.



L'OCDE travaillera ainsi avec les 5 territoires retenus à la fois individuellement et en groupe.

Les expériences seront ensuite diffusées et alimenteront les réflexions au niveau européen en matière de gouvernance transfrontalière et de co-développement.

[Plus d'infos](#) →

Avancée majeure au Parlement avec la publication du Rapport «Omarjee»

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022



Avec la publication du rapport porté par le député européen, Younous Omarjee, le Parlement européen affirme sa volonté que les régions frontalières améliorent leur coopération.

Le 15 septembre 2022, le Parlement européen a approuvé la résolution «Les régions frontalières de l'UE : laboratoires vivants de l'intégration européenne» préparée par le président de la commission du développement régional, Younous Omarjee (France).

Le texte adopté exige une utilisation plus efficace et une meilleure coordination des fonds de l'UE pour mieux faire face à l'ensemble des défis environnementaux, administratifs, socio-économiques et géographiques auxquels les régions frontalières de l'UE sont

confrontées. Dans la résolution, les députés soulignent les obstacles supplémentaires et nouveaux qui sont apparus pendant les pandémies et notent le rôle du Brexit dans la perturbation de la situation dans de nombreuses régions frontalières.

Il appelle la Commission à proposer un nouveau règlement sur le «mécanisme transfrontalier» (ECBM).

Le rapporteur du Parlement européen Younous Omarjee a déclaré suite au vote: **«Le Parlement réitère, par ce vote, son engagement en faveur de la coopération entre les régions européennes. Développer les services publics, faciliter la mobilité, favoriser l'accès aux soins, développer le marché du travail, faire face aux catastrophes climatiques... autant de défis qui appellent des solutions communes. L'heure est à la responsabilité et nous attendons du Conseil qu'il libère le mécanisme transfrontalier européen. Nous y sommes prêts.»**

[Plus d'infos](#) →

La Commission européenne sollicitée sur la question du télétravail des frontaliers

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022

Le Comité économique et social européen (CESE) a publié un avis sur l'imposition des télétravailleurs transfrontaliers et de leurs employeurs. Parmi les solutions possibles, il propose que les États membres acceptent de taxer le salarié uniquement si le nombre de jours travaillés dans le pays de résidence dépasse 96 jours par année civile. En outre, le Comité encourage la Commission européenne à examiner la possibilité d'un guichet unique, comme pour la TVA. L'objectif pour le CESE est de rendre les règles concernant le télétravail plus faciles à suivre de part et d'autre d'une frontière afin d'encourager le développement de cette nouvelle façon de travailler. Sur ce même sujet, Anne Sander, Députée européenne, Vice-présidente de la MOT, est intervenue au Parlement à Strasbourg le 15 septembre 2022 pour évoquer les obstacles du travail transfrontalier, proposant deux pistes pour aborder ce problème: le développement de la mobilité transfrontalière et le télétravail. Avec d'autres députés, elle a adressé un courrier à l'attention de plusieurs Commissaires européens demandant une solution pérenne au niveau européen sur ce sujet.

[Plus d'infos](#) →

Analysis of the impact of border-related measures taken by Member States in the fight against COVID-19



L'ÉTUDE DE LA MOT POUR LA DG REGIO EST PUBLIÉE !

Bilan et leçons tirées de deux années de gestion de crise aux frontières européennes

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022

Cette étude évalue deux années de gestion des frontières liées à la pandémie et leur impact sur les régions frontalières ; et formule des recommandations pour leur gestion à l'avenir, en tenant également de la révision actuelle du Code frontières Schengen.

A noter qu'elle vient mettre à jour le rapport «Analyse de l'impact des mesures frontalières prises par les États membres dans le cadre de la lutte contre le COVID-19», publié en janvier 2021.

L'analyse a révélé la nature complexe des interdépendances transfrontalières. Les autorités publiques ne disposaient pas d'une vision claire, et lorsque la crise s'est produite elles ont réagi dans leurs cadres nationaux, qui se tournent le dos sur chaque frontière, ce qui a entraîné de grandes difficultés de coordination transfrontalière, et des mesures de gestion des frontières inappropriées, disproportionnées, injustes, voire violentes. Ainsi, les régions frontalières ont été plus sévèrement touchées que les autres territoires. En outre, la nature réelle et le fonctionnement quotidien des frontières se sont avérés largement incompris, tant par les acteurs publics que privés.

La gestion des frontières doit être réinventée, en considérant les frontières non seulement comme des lignes, mais aussi comme des régions transfrontalières où vivent des personnes.

Les politiques futures devraient être fondées sur :

- une vision globale à 360 degrés ;
- une responsabilité commune des institutions locales, nationales et européennes vis-à-vis des habitants des frontières ;
- une coordination horizontale, verticale et diagonale ;
- le passage d'une coopération volontaire à une collaboration obligatoire, avec des mandats d'action transfrontaliers donnés aux institutions.

Les recommandations abordent deux aspects : la gestion locale de la région transfrontalière et la gouvernance multi-niveaux des frontières.

[Plus d'infos](#) →

RETOUR SUR L'ATELIER DE LA MOT À L'#EUREGIONSWEEK

Développons les coopérations universitaires transfrontalières !

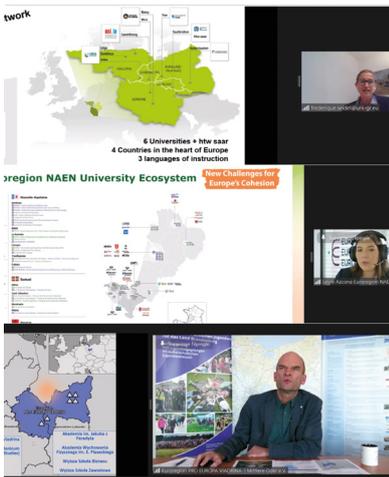
PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022

Comme chaque année, la Semaine Européenne des Régions et des Villes, organisée par le Comité européen des Régions et la Commission européenne, est l'occasion d'impulser des idées nouvelles ou de faire connaître des expériences innovantes pouvant inspirer d'autres collectivités territoriales européennes.

En 2022, la MOT a souhaité faire entendre la voix des territoires ayant développé des coopérations universitaires entre

établissements situés de part et d'autre d'une frontière. Pari réussi, car plus

de 50 participants ont pu être réunis en ligne pour cet atelier !



Le premier témoignage a été proposé par l'Université de la Grande Région,

qui regroupe sept établissements supérieurs sur un espace à cheval entre quatre pays (Allemagne, France, Luxembourg, Belgique). Initiée en 2008, cette coopération permet aujourd'hui un accès gratuit aux formations dans les établissements partenaires, un soutien à la mobilité transfrontalière, tout en proposant 30 programmes d'études transfrontaliers, pour vivre pleinement l'«Europe du quotidien» dans son immense richesse, tout en faisant l'expérience des blocages administratifs qu'il reste à lever.

L'Euroregion PRO EUROPA VIADRINA, à la frontière germano-polonaise, a détaillé son plan d'action pour une formation transfrontalière tout au long de la vie. Son approche s'articule autour de trois étapes progressives : les actions visant le changement de perception sur la frontière ; les initiatives offrant la possibilité de traverser la frontière (voyages d'étude, stages de l'autre côté de la frontière) ; pour atteindre une véritable «interaction transfrontalière» (activités culturelles communes, ateliers sur des défis transfrontaliers, écoles d'été...).

L'Euroregion Nouvelle-Aquitaine Euskadi Navarre, à la frontière franco-espagnole, a mis sur une stratégie eurorégionale en matière d'ESR. Les initiatives universitaires sur ce territoire étant peu coordonnées, le GECT (l'Euroregion) a pris l'initiative de bâtir une stratégie d'ensemble autour de trois axes : favoriser l'interconnaissance entre les acteurs ; soutenir l'émergence de formations et de programmes de recherche eurorégionaux ; promouvoir et soutenir financièrement la mobilité des étudiants et des professeurs au sein de l'espace eurorégional dans un esprit d'«internationalisation de proximité».

Si ces initiatives sont foisonnantes, les défis pour développer de véritables «universités transfrontalières» restent nombreux, à commencer par la reconnaissance de ces coopérations dans les appels à projets européens !

[Plus d'infos](#) →

Un centre d'expertise pluridisciplinaire sur les frontières

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2022

Après la création de l'Université de la Grande Région en 2008, les six universités qui en sont partenaires ont annoncé la pérennisation du premier centre d'expertise pluridisciplinaire de l'UniGR dans le domaine des études



sur les frontières : l'«UniGR-Center for Border Studies».

Partant du constat que la Grande Région - maillée de 2 965 km de frontières - est un territoire d'expérimentation extraordinaire, l'UniGR a créé un réseau transfrontalier et thématique pour étudier les frontières, leurs significations et leurs enjeux sous forme d'un centre d'expertise interdisciplinaire.

Aujourd'hui, il réunit environ 80 chercheuses et chercheurs des six universités membres de l'UniGR, issus de seize disciplines différentes.

[Plus d'infos](#) →

Le Dictionnaire critique sur les frontières est en ligne !

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2022

Sous le titre «Critical Dictionary on Borders, Cross-Border Cooperation and European Integration», l'ouvrage publié en 2020 en format papier contient 209 articles, rédigés en anglais par 124 auteurs de différents pays et disciplines scientifiques, accompagnés de 66 cartes originales réalisées par la MOT. Son ambition est de répondre aux questions suivantes : quel est le rôle des frontières dans l'intégration européenne? Comment la coopération transfrontalière fonctionne-t-elle concrètement dans les régions frontalières de l'UE? Contribue-t-elle à l'intégration européenne? Quels sont les acteurs, leurs motifs, objectifs et outils?

[Plus d'infos](#) →

Vers un renforcement de l'Espace Schengen prenant mieux en considération les espaces transfrontaliers?

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2022

Le projet de règlement de la Commission européenne sur la révision de l'espace Schengen va être prochainement discuté au Parlement européen.

En prenant la mesure des crises ayant affecté l'espace Schengen ces dernières années et qui ont conduit certains Etats membres à réintroduire des contrôles aux frontières intérieures, la Commission européenne a présenté en décembre 2021 une proposition de règlement dont l'objectif est de renforcer l'espace Schengen.

Avancée majeure pour les régions transfrontalières : les impacts des contrôles aux frontières y font l'objet d'une attention toute particulière !

Pour ce faire, la proposition vise à clarifier les procédures en renforçant la capacité des Etats membres à réagir aux menaces et en faisant en sorte que les règles soient appliquées de manière uniforme tant aux frontières extérieures qu'aux frontières intérieures.

La Commission fait le constat que les vérifications aux frontières intérieures ne portent pas atteinte en soi au droit à la libre circulation, mais le manque de coordination des mesures nationales a eu une incidence sur les liens économiques et sociaux qui existent dans les régions transfrontalières en affectant notamment les capacités locales à garantir des services essentiels de part et d'autre de la frontière.

C'est ainsi que la Commission propose de nouvelles procédures pour garantir une approche plus coordonnée en cas de situation de crise touchant une majorité d'Etats membres tout en respectant le droit souverain des Etats membres de réintroduire des contrôles aux frontières. Concrètement, ceux-ci pourront réagir à une menace immédiate en introduisant un contrôle aux



© SIP

frontières intérieures n'excédant pas un mois et pour une durée totale de trois mois.

Ensuite, en cas de menace grave pour l'ordre public ou la sécurité intérieure d'un Etat membre, cet Etat peut exceptionnellement réintroduire le contrôle aux frontières pour une période totale de deux ans maximum, ce contrôle faisant l'objet de notifications à la Commission.

Enfin, la proposition met en place une procédure d'autorisation par le Conseil, sur proposition de la Commission, de la réintroduction des contrôles aux frontières intérieures dans une partie ou dans l'ensemble des Etats membres touchés par la menace pour la sécurité intérieure ou l'ordre public, fournissant ainsi un cadre cohérent, pour des périodes des 6 mois aussi longtemps de la menace existe.

Afin de limiter les conséquences préjudiciables résultant de la réintroduction du contrôle aux frontières intérieures, celle-ci devrait s'accompagner, le cas échéant, de mesures d'atténuation, notamment pour préserver les intérêts des régions transfrontalières, dont, par exemple,

des autorisations ou des dérogations pour les habitants de ces régions.

L'article 39 modifié, ainsi que le nouvel article 42 ter prévoient l'obligation pour les Etats membres de notifier les régions transfrontalières à la Commission, au plus tard deux mois après l'entrée en vigueur du règlement, et cela afin de déterminer la portée des éventuelles mesures d'atténuation à prévoir dans un règlement d'exécution au titre de l'article 28 (l'approche coordonnée décidée par le Conseil) et les zones à prendre en considération lors de l'estimation de l'incidence au titre de l'article 26 du code Schengen (lors de la notification d'une réintroduction de contrôles aux frontières intérieures par les Etats membres).

En octobre 2022, le Comité européen des régions a publié un avis sur la Révision de la gouvernance de l'espace Schengen.

[Plus d'infos](#) →

Le MOOC sur la coopération territoriale européenne présenté lors de l'événement annuel d'Interreg

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2022



A l'occasion de l'événement annuel d'Interreg qui s'est tenu du 26 au 28 octobre 2022, l'équipe de la MOT a présenté le MOOC (Massive Open Online Course) consacré à la coopération territoriale européenne sur lequel elle travaille depuis 2021 avec six autres partenaires et la Commission européenne.

Lors d'un «Experience Room» à Bruxelles, les participants ont pu tester leurs connaissances grâce à un quiz interactif et découvrir le contenu du MOOC. Ce cours en ligne est divisé en quatre chapitres qui vont des origines de la coopération territoriale aux politiques

européennes en passant par des thèmes majeurs comme la santé, l'aménagement du territoire, l'environnement, la culture et la mobilité.

Le MOOC est accessible en ligne.

[Plus d'infos](#) →

Appel à propositions du programme ESPON pour des «analyses ciblées»

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2022

Dans le cadre de son nouveau programme 2030, ESPON a lancé un appel à propositions d'analyses ciblées («Targeted Analyses»). Il est ouvert jusqu'au 24 février 2023, et sera reconduit par la suite.

Depuis 2007, les analyses ciblées d'ESPO soutiennent les processus de développement territorial aux niveaux local, régional et national en réunissant des décideurs politiques qui partagent les mêmes défis et qui recherchent

de nouvelles données territoriales dans une perspective européenne. En appliquant des méthodologies solides et en apportant une expertise scientifique, les analyses ciblées d'ESPO fournissent des études analytiques sur mesure axées sur la demande pour soutenir la prise de décision territoriale.

Cet appel est destiné aux autorités nationales, régionales ou locales (villes, communautés rurales locales, autorités de gestion ou organismes de coopération territoriale). Dans un 2^{ème} temps, les propositions retenues par ESPON permettront de financer des experts qui réaliseront un travail analytique permettant de fournir des «preuves territoriales» adaptées aux besoins des décideurs locaux.



L'une des thématiques, «la gouvernance des nouvelles géographies», concerne directement les enjeux transfrontaliers.

[Plus d'infos](#) →

APPEL À PROJETS DU PROGRAMME EUROPÉEN SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES TRANSFRONTALIÈRES (CB RES)

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2022

Dans le cadre du programme européen «Connecting Europe Facility» (CEF), le programme sur les énergies renouvelables transfrontalières (CB RES) a lancé un appel pour soutenir le financement d'études préparatoires.

Le champ d'application du programme «CB RES» couvre les projets d'énergie renouvelable qui impliquent une coopération transfrontalière physique ou non physique entre deux États membres de l'UE (ou un État membre et un pays non membre).

Les projets CB RES n'ont pas de seuil de capacité et ne sont pas limités au secteur de l'électricité. Ils peuvent couvrir d'autres vecteurs énergétiques tels que l'hydrogène et des secteurs d'utilisation finale tels que le chauffage et le refroidissement, la conversion en gaz, le stockage

ou le transport. Un développeur de projet peut solliciter un financement pour des études préparatoires contribuant au développement d'une future génération de projets CB RES et des études et travaux.

Le financement des études préparatoires est destiné à fournir un soutien technique pour surmonter les obstacles qui empêchent les projets de coopération d'aller de l'avant, tels que l'incertitude sur la répartition des coûts et des bénéfices entre les États membres impliqués ou la complexité supplémentaire de la mise en place d'un soutien transfrontalier.

[Plus d'infos](#) →

B-solutions : un nouvel appel à propositions a été lancé

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2022

Nouveauté dans cet appel : les demandes sont examinées au fur et à mesure avec une mise en œuvre immédiate ! La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 28 février 2023.

L'objectif de l'initiative¹ et de ce nouvel appel à propositions : identifier des obstacles juridiques ou administratifs qui entravent la coopération par-delà les frontières terrestres et maritimes entre les pays de l'UE, les pays de l'UE-IPA et les pays de l'UE-AELE.

Les organismes publics (villes, régions, hôpitaux, agences sanitaires, ...) ou les structures transfrontalières telles que les Eurorégions et les GECT sont invités à soumettre des cas d'obstacles transfrontaliers.

Les cas sélectionnés bénéficieront de l'assistance technique d'experts juridiques: après une analyse approfondie, l'expert propose des solutions potentielles pour surmonter l'obstacle. Participer à cette initiative permet également de sensibiliser à la coopération transfrontalière et de concevoir de meilleures politiques d'intégration européenne.

¹ B-solutions² - et son extension «b-solutions 2.0» - est une initiative visant à éliminer les obstacles juridiques et administratifs le long des frontières intérieures de l'UE. Initiée par la DG REGIO, elle est gérée par l'Association des régions frontalières européennes (ARFE).

[Plus d'infos](#) →

12ème Plateforme des GECT à Liberec

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2022



La 12^{ème} Plateforme des GECT du Comité européen des Régions a été organisée les 24 et 25 novembre 2022, dans le cadre de la Présidence tchèque de l'UE, à Liberec (CZ) proche du point frontière triple entre l'Allemagne, la République tchèque et la Pologne.

Suite à la remise du prix des GECT 2022 (voir ci-dessous), une table ronde a permis de faire le point sur les avancées politiques européennes en matière de coopération transfrontalière et les perspectives d'avenir, notamment avec la reprise des échanges concernant le projet de règlement européen de résolution des obstacles (l'ECBM). Le Comité des Régions va établir un rapport sur l'ECBM 2.0, dont Magali Altounian, adjointe au maire de Nice,

conseillère régionale SUD et membre du Comité, sera la rapporteure l'objectif étant la révision de la première proposition de règlement par la Commission européenne, soutenue également par le Parlement.

Suite à ces échanges, une étude ESPON sur les services publics transfrontaliers en Europe (à laquelle la MOT a participé), a été présentée ; puis une dernière table ronde, animée par Jean Peyrony, directeur général de la MOT, a mis en lumière les bonnes pratiques des GECT au sein de l'UE. La 12^{ème} plateforme s'est achevée par une visite de terrain, qui a porté sur la mobilité et les services de secours.

[Plus d'infos](#) →

Qui remporte le prix des GECT 2022 ?

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2022



Le prix des GECT 2022 «Building Europe across borders» du Comité européen des Régions a été décerné, le 24 novembre 2022 à Liberec lors de la Plateforme des GECT, à un GECT italo-slovène : le «GECT GO».

Le projet «ITI Salute-Zdravstvo» porté par ce GECT et financé par le programme Interreg Italie-Slovénie, a été mis en exergue lors de l'événement pour ses résultats obtenus en matière de coopération sanitaire : modernisation des établissements sanitaires et sociaux de part et d'autre de la frontière, intégration des compétences avec la formation d'équipes de santé transfrontalières.

Le GECT GO a été fondée en 2011 entre les trois municipalités de Gorizia, Nova Gorica et Šempeter-Vrtojba. Elles sont considérées aujourd'hui comme une seule «conurbation» et agissent de concert, grâce au GECT, dans

de nombreux domaines de coopération (santé, culture et éducation, énergie, urbanisme, sports, transports). Le GECT qui sert donc d'instrument de gouvernance pour l'ensemble du territoire est très actif en matière d'économie locale, de rationalisation des ressources, d'amélioration des services de proximité pour les habitants des trois communes, et d'actions favorisant le développement de la citoyenneté européenne. Récemment il a porté un projet de «Parc transfrontalier Isonzo-Soca» reliant la ville italienne de Gorizia à ses voisines slovènes.

Le GECT Pons Danubii (frontière Hongrie-Slovaquie) a reçu une mention.

[Plus d'infos](#) →

LA DOC.

LES PUBLICATIONS DE LA MOT



RAPPORT Rapport d'activité de la MOT

PUBLIÉ EN JUILLET 2022

[Plus d'infos](#) →



FOCUS THÉMATIQUE Adaptation au changement climatique dans les territoires transfrontaliers

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022

Défi majeur à l'échelle planétaire, les réponses au changement climatique et la prévention des risques concernent tous les échelons territoriaux. Quelle est la place des territoires transfrontaliers ? Quelles sont les bonnes pratiques, les actions à entreprendre ?

[Plus d'infos](#) →



FOCUS THÉMATIQUE L'environnement sans frontières

PUBLIÉ EN OCTOBRE 2022

La protection de l'environnement et la gestion rationnelle des ressources sont des priorités pour les politiques publiques européennes et nationales. Quels sont les enjeux pour les territoires transfrontaliers ? Quelles actions sont à mener ? Ce «focus» présente des bonnes pratiques et initiatives exemplaires menées dans les régions frontalières, ainsi que des recommandations.

[Plus d'infos](#) →



FOCUS THÉMATIQUE La crise sanitaire dans les territoires transfrontaliers

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2022

En mars 2020, l'Europe a été frappée par la pandémie de Covid-19. La fermeture du jour au lendemain de frontières très ouvertes a eu de lourdes conséquences dans les espaces frontaliers. Ce focus dresse un état des lieux des problèmes et enjeux rencontrés dans les espaces de frontières, tout en mettant en avant bonnes pratiques et recommandations.

[Plus d'infos](#) →

Du nouveau sur le site de la MOT

PUBLIÉ EN SEPTEMBRE 2022

Les territoires sont aujourd'hui confrontés en matière de «transition» à des enjeux majeurs qui mettent au défi les politiques publiques. Pour comprendre en quoi elles impactent les territoires transfrontaliers, la MOT vous propose via son site Internet trois grandes rubriques qui viennent d'être mises à jour :



#Transitions économiques →



#Transitions écologiques →



#Ruralités transfrontalières →

Ressources sur la crise sanitaire

PUBLIÉ EN NOVEMBRE 2022

Suite aux nombreux travaux menés depuis le début de la pandémie en mars 2020, la MOT consacre une nouvelle rubrique de son site Internet sur ce sujet.

Vous pourrez y retrouver une analyse complète ainsi que de nombreuses ressources : actualités, cartes, articles de presse, ressources bibliographiques, etc.

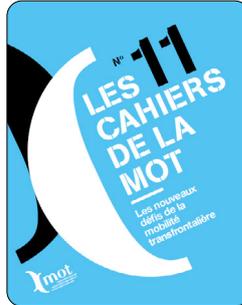
Plus d'infos →

CAHIER THÉMATIQUE

Les nouveaux défis de la mobilité transfrontalière

PUBLIÉ EN DÉCEMBRE 2022

Cette brochure de 44 pages donne un aperçu des expériences et des politiques menées en matière de mobilité transfrontalière dans divers territoires européens. Il met en avant une grande variété de projets, mais également d'obstacles, d'enjeux et de défis majeurs à relever pour les années à venir.



Plus d'infos →

Sommaire

3

Editorial
Introduction critique

6

Connaître les flux et les besoins pour mieux agir sur le temps long

14

Planifier la mobilité en transfrontalier : tour d'horizon

33

Dossier - Améliorer les déplacements transfrontaliers : du projet à la réalisation

7

INTERVIEW CROISÉE : Les modèles multimodaux de la Grande Région et du Grand Genève

10

BONNES PRATIQUES : - Conseil du Léman - Région alpine

12

ÉTUDE EUROPÉENNE : Les services de transports en commun transfrontaliers en Europe

15

Placer l'utilisateur au cœur des services publics de transport transfrontaliers

BONNES PRATIQUES : - Flandre-West Vlaanderen - SaarMoselle - Région Métropolitaine Trinationale du Rhin Supérieur - Pays basque - Espace catalan transfrontalier

20

Le ferroviaire comme outil de développement territorial à 360 degrés

BONNES PRATIQUES : - Grand Genève - France-Allemagne - Pologne - France-Belgique - Hongrie-Autriche - Pyrénées-Méditerranée

26

Mobilités alternatives transfrontalières au service de la décarbonation

BONNES PRATIQUES : - Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai - Italie-Slovenie - Arc jurassien franco-suisse

29

Le transport maritime et de montagne : opportunités de désenclavement ?

BONNES PRATIQUES : - France-Royaume-Uni - Suède-Finlande - Modane (France-Italie) - Terres Monviso (France-Italie)

34

Lever les obstacles

36

Politiques locales et nationales

37

Le cadre européen

38

Outils de financement

40

Questions à Thierry Mallet, président du groupe Transdev

42

Bibliographie
Activités de la MOT



AUTRES

PUBLICATIONS



Impact analysis of the future of working from home for cross-border workers after COVID-19

INSTITUTE FOR TRANSNATIONAL AND EUROREGIONAL CROSS-BORDER COOPERATION AND MOBILITY (ITEM, PAYS-BAS), 2021



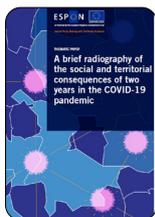
Migrations et frontières de l'Ukraine en guerre

DE FACTO N°33, INSTITUT CONVERGENCES MIGRATIONS, JUIN 2022



Cross-border patient mobility in selected EU regions

COMMISSION EUROPÉENNE, ARFE, 2022



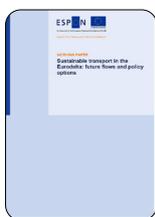
A brief radiography of the social and territorial consequences of two years in the COVID-19 pandemic

PROGRAMME ESPON, 2022



Soft cooperation as a building block of territorial cohesion in functional areas

PROGRAMME ESPON, 2022



Sustainable transport in the Eurodelta: future flows and policy options

PROGRAMME ESPON, 2022



Coopération territoriale et transfrontalière

PFVT (PLATEFORME FRANÇAISE DE L'URBAIN À L'INTERNATIONAL), PUBLIÉ À L'OCCASION DU FORUM URBAIN MONDIAL, 2022

mot LIVRET RÉDIGÉ PAR LE PROGRAMME ESPON ET LA MOT



Pour un développement cohérent de la métropole transfrontalière du Luxembourg dans la Grande Région

AVIS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (CES), LUXEMBOURG, JUIN 2022



Rapport du Sommet des Exécutifs de la Grande Région sur la gestion de crise sanitaire

SECRÉTARIAT DU SOMMET DE LA GRANDE RÉGION, 2022



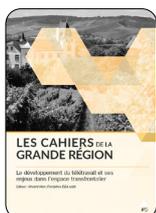
Interreg programmes in the Outermost regions 2014-2020

PROGRAMME INTERACT, JUILLET 2022



Conférence on cross-border spatial monitoring

CESCI, JUILLET 2022



Le développement du télétravail et ses enjeux dans l'espace transfrontalier

DANS CAHIERS DE LA GRANDE RÉGION, N°5, LISER, JUILLET 2022



L'impact des frontaliers dans la balance des paiements en 2020

STATEC, DANS REGARDS, N° 06/22, JUILLET 2022



L'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai, instrument au service de l'institutionnalisation de la coopération transfrontalière

E. DELECOSSE, L. DELHUVENNE, F. LELOUP, DANS COURRIER HEBDOMADAIRE DU CRISP, N°2022/1-2, CAIRN.INFO, JUILLET 2022



La gouvernance transfrontalière

SOUS LA DIR. DE GÉRALDINE BACHOUÉ PEDROUZO ET ROMÉLIEN COLAVITTI, ED. BRUYLANT, 2022



AVEC DEUX ARTICLES SIGNÉS PAR LA MOT.



La métropole lilloise et la frontière

ADULM, 2022



AVEC UN ÉDITORIAL DE JEAN PEYRONY, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA MOT. A NOTER

DES FICHES THÉMATIQUES SUR LES TRANSPORTS, LA SÉCURITÉ, LA POLICE ET LES DÉCHETS.



Vision stratégique pour l'Arc jurassien 2040

ARCJURASSIEN.CH, RÉSEAU DES VILLES DE L'ARC JURASSIEN (RVAJ), SECRÉTARIAT D'ÉTAT À L'ÉCONOMIE (SECO, SUISSE), SEREC, URBAPLAN, 2022



Frontières, acteurs et représentations d'Europe

BIRTE WASSENBERG, BORDER STUDIES VOL.5, ED. PETER LANG, 2022



AVEC UN CHAPITRE ÉCRIT PAR JEAN PEYRONY.



Cross-border housing markets in Europe

PROGRAMME ESPON, 2022.

A NOTER : LE RAPPORT PRINCIPAL EST ACCOMPAGNÉ DE NEUF ANNEXES DONT SIX ÉTUDES D'ESPACES TRANSFRONTALIERS EN EUROPE.



Territoires et transitions : enjeux économiques

CAHIER N°2 DU 9^{ÈME} RAPPORT DE L'OBSERVATOIRE DES TERRITOIRES, ANCT, 2022

mot AVEC UN CHAPITRE «LES ESPACES DE CONCENTRATION DES TRAVAILLEURS FRONTALIERS»



Zoom sur... Près de 330 000 frontaliers au Grand-duché en 2040?

AGAPE, 2022



Le personnel soignant dans le territoire franco-valdo-genevois

OBSERVATOIRE STATISTIQUE TRANSFRONTALIER, 2022



Un territoire de projets, un projet pour le Pays Basque

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION PAYS BASQUE, 2022



Snapshot of EGTC's with Hungarian participation

CESCI, 2022.

Portail documentaire

Retrouvez toutes les publications sur la coopération transfrontalière dans le portail documentaire de la MOT. Plus de 4800 documents référencés, dont 2500 accessibles en ligne !

[Plus d'infos](#) →

LA CARTO.

Une carte transfrontalière chaque lundi avec #lundicarto

La MOT publie chaque lundi sur twitter une carte sur les territoires transfrontaliers et la coopération en Europe.

Toutes ces cartes sont consultables sur le site de la MOT dans la rubrique «Cartes» :

[Plus d'infos](#)

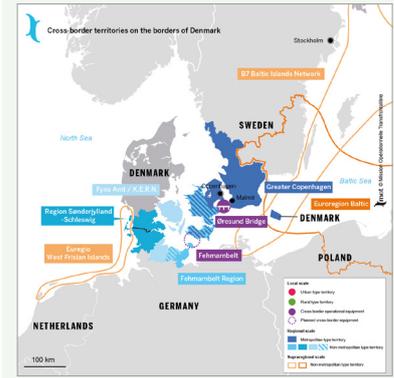
ENTRE JUILLET ET DÉCEMBRE 2022, ONT ÉTÉ PUBLIÉES :



TERRITOIRES TRANSFRONTALIERS AUX FRONTIÈRES DE LA RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

LE SAVIEZ-VOUS ? la République tchèque compte près de 70 000 travailleurs frontaliers (en 2021), résidant principalement dans le nord-ouest et le sud-ouest du pays, à proximité de la frontière allemande

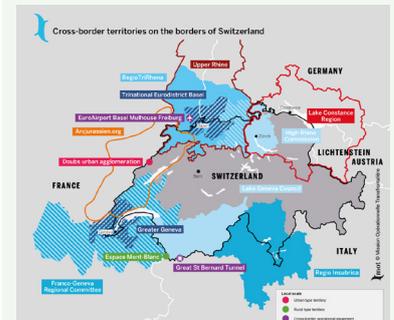
[La carte](#)



TERRITOIRES TRANSFRONTALIERS AUX FRONTIÈRES DU DANEMARK

LE SAVIEZ-VOUS ? 15 000 personnes traversent chaque jour la frontière germano-danoise pour aller travailler et 16 000 personnes vivent en Suède et travaillent au Danemark

[La carte](#)



TERRITOIRES TRANSFRONTALIERS AUX FRONTIÈRES DE LA SUISSE

LE SAVIEZ-VOUS ? le nombre de travailleurs frontaliers travaillant en Suisse est passé de 168 000 en 2002 à plus de 380 000 en 2022

[La carte](#)

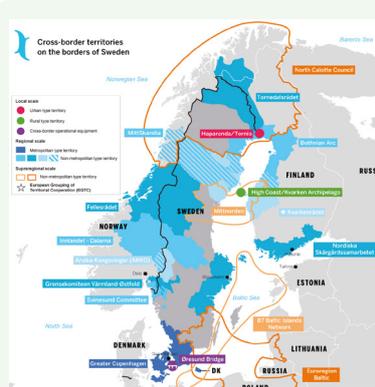




TERRITOIRES TRANSFRONTALIERS AUX FRONTIÈRES DU PORTUGAL

LE SAVIEZ-VOUS ?
la frontière Portugal-Espagne compte 7 eurocités dont 2 sont structurées en GECT

Plus d'infos →



TERRITOIRES TRANSFRONTALIERS AUX FRONTIÈRES DE LA SUÈDE

LE SAVIEZ-VOUS ?
la Suède compte au moins 13 structures de gouvernance transfrontalière

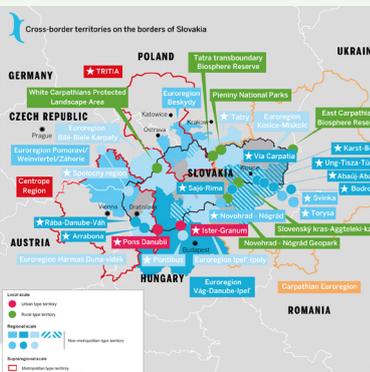
Plus d'infos →



TERRITOIRES TRANSFRONTALIERS AUX FRONTIÈRES DE LA SLOVÉNIE

LE SAVIEZ-VOUS ?
la Slovénie compte plus de 23 000 travailleurs frontaliers en 2021, dont plus de 80% vivent dans l'Est du pays

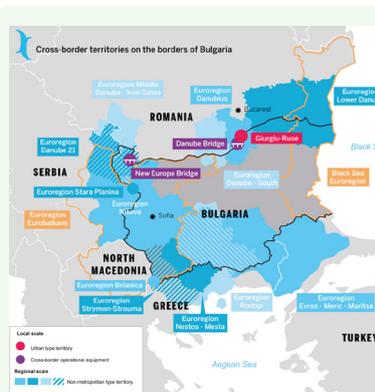
Plus d'infos →



TERRITOIRES TRANSFRONTALIERS AUX FRONTIÈRES DE LA SLOVAQUIE

LE SAVIEZ-VOUS ?
la Slovaquie compte plus de 120 000 travailleurs frontaliers en 2020, dont 41% résidant dans la partie orientale du pays

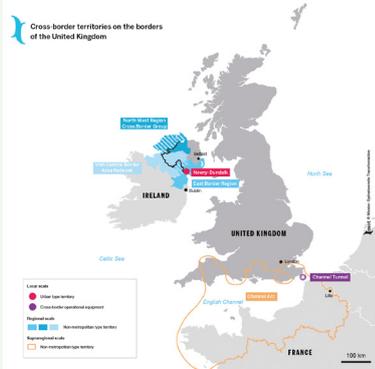
Plus d'infos →



TERRITOIRES TRANSFRONTALIERS AUX FRONTIÈRES DE LA BULGARIE

LE SAVIEZ-VOUS ?
la Bulgarie compte plus de 36 000 travailleurs frontaliers en 2021

Plus d'infos →



TERRITOIRES TRANSFRONTIÈRES AUX FRONTIÈRES DU ROYAUME-UNI

LE SAVIEZ-VOUS ?

le tunnel sous la manche a été emprunté par plus de 1,6 millions de voyageurs et plus de 960 000 véhicules de tourisme en 2021

Plus d'infos →

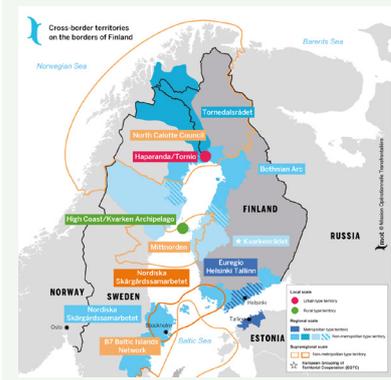


TERRITOIRES TRANSFRONTIÈRES AUX FRONTIÈRES DE LA CROATIE

LE SAVIEZ-VOUS ?

40% des travailleurs frontaliers de la Hongrie - 41 000 au total en 2021 - vivent dans la région de la Croatie adriatique

Plus d'infos →



TERRITOIRES TRANSFRONTIÈRES AUX FRONTIÈRES DE LA FINLANDE

LE SAVIEZ-VOUS ?

le gouvernement finlandais a publié un rapport sur les obstacles transfrontaliers dans les pays nordiques

Plus d'infos →

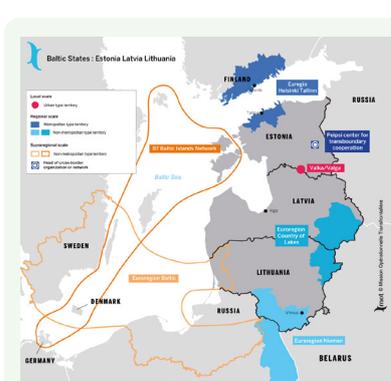


TERRITOIRES TRANSFRONTIÈRES AUX FRONTIÈRES DE LA GRÈCE

LE SAVIEZ-VOUS ?

la Grèce compte 3300 travailleurs frontaliers en 2021

Plus d'infos →



TERRITOIRES TRANSFRONTIÈRES AUX FRONTIÈRES DES PAYS BALTES

LE SAVIEZ-VOUS ?

l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie comptent au total près de 50 000 travailleurs frontaliers en 2021

Plus d'infos →

L'actu. transfrontalière

Le magazine
rétrospective #03
Juillet - Décembre 2023.

Publié en Janvier 2023.
Directeur de publication : Jean Peyrony.
Réalisation : Domitille Ayrat.
Document imprimé sur papier recyclé.
Photos : Droits réservés.

Pour s'abonner à la newsletter :
www.espaces-transfrontaliers.eu

Pour télécharger le magazine en format électronique:
[http://www.espaces-transfrontaliers.org/fileadmin/
user_upload/documents/Newsletter/PDF/
MOT-Newsletter-Retrospective-3-FR.pdf/](http://www.espaces-transfrontaliers.org/fileadmin/user_upload/documents/Newsletter/PDF/MOT-Newsletter-Retrospective-3-FR.pdf/)



Mission Opérationnelle Transfrontalière
38 rue des Bourdonnais – 75001 Paris – France
www.espaces-transfrontaliers.eu
tél : +33 1 55 80 56 80
mot@mot.asso.fr

Suivez-nous sur les réseaux sociaux :

